

Programme

Une Europe forte dans un monde en changement

1er juillet – 31 décembre 2025



**Présidence
danoise**

Conseil de
l'Union européenne

L'UE se trouve dans un nouvel ordre international caractérisé par l'incertitude, la concurrence stratégique et économique mondiale et un niveau accru de conflits.

C'est pourquoi l'UE doit redoubler d'efforts pour assurer son autonomie. La force de l'UE repose notamment sur la cohésion européenne, des bases économiques solides, des démocraties stables et des sociétés socialement équilibrées. Cette force doit être développée et utilisée pour promouvoir et défendre les intérêts européens et l'ordre juridique international.

La présidence danoise du Conseil de l'UE œuvrera en faveur d'une Union européenne forte et capable d'agir, qui assume ses responsabilités en matière de sécurité et renforce sa compétitivité. Cela exige que l'UE passe de la parole aux actes et relève les défis auxquels l'Europe est confrontée. Une Europe plus sûre et plus compétitive va de pair avec la transition écologique.

1) Une Europe sûre

Les développements internationaux obligent l'UE à devenir un acteur géopolitique plus efficace. **L'UE doit être en mesure de se défendre d'ici 2030. Cela nécessite que l'UE assume la responsabilité de sa propre sécurité et de celle de la zone euro-atlantique** en étroite coopération et complémentarité avec l'OTAN. La guerre menée par la Russie contre l'Ukraine a souligné la nécessité pour l'UE d'accélérer le développement de son industrie et de la production européennes dans le domaine de la défense et de mieux cibler ses efforts sur les lacunes les plus critiques en matière de capacités en Europe. La présidence danoise aura pour objectif que l'UE puisse défendre les intérêts européens, notamment en renforçant la puissance, la résilience et la capacité de dissuasion de l'UE face aux menaces complexes et hybrides auxquelles l'Europe est confrontée.

La guerre d'agression contre **l'Ukraine** est une attaque contre l'Europe. Pour la présidence danoise, le soutien continu de l'UE à la lutte de l'Ukraine pour la paix et la liberté sera une priorité essentielle. L'UE doit être en mesure de fournir le soutien politique, économique, civil et militaire nécessaire à l'Ukraine, notamment en contribuant à établir et à renforcer une coopération avec l'industrie de défense ukrainienne.

L'afflux de migrants en situation irrégulière vers l'Europe doit être freiné et le calme doit régner aux frontières extérieures de l'UE. La migration irrégulière ne doit pas remettre en cause la cohésion européenne. Il est nécessaire de mettre fin aux voyages dangereux vers l'Europe et de veiller à ce que les personnes en situation irrégulière dans l'UE soient renvoyées dans leur pays d'origine. La présidence danoise s'efforcera de **trouver des solutions nouvelles et innovantes aux défis de l'UE en matière de la migration irrégulière**, afin de contrôler les flux migratoires vers l'UE. Dans ce cadre, la présidence danoise

veillera à faire avancer les négociations sur une nouvelle législation dans le domaine de l'asile et du retour. La présidence s'attachera à la poursuite de la mise en œuvre du pacte de l'UE sur les migrations et l'asile, ainsi que sur le renforcement des frontières extérieures de l'UE.

L'Union européenne doit renforcer **sa résilience démocratique**, notamment par le biais d'un bouclier démocratique européen. L'UE doit promouvoir la culture numérique, garantir des conditions-cadres favorables à des médias libres et fiables et réglementer efficacement les géants de la technologie afin qu'ils assument leurs responsabilités. Tant en matière de lutte contre la désinformation et la désinformation que de protection des enfants et des jeunes en ligne.

La présidence danoise s'efforcera de renforcer l'influence géopolitique de l'UE et ses relations mondiales **en établissant des partenariats égaux avec des pays tiers**. Cela nécessite une coordination plus étroite entre les États membres et une meilleure interaction entre les instruments et les politiques de l'UE, afin que les atouts de l'UE se traduisent par une influence au moins équivalente à son poids global dans la communauté internationale.

Les développements géopolitiques soulignent la nécessité **d'élargir** l'UE. Un élargissement ambitieux et fondé sur le mérite doit garantir une Union européenne plus forte sur le plan géopolitique, notamment en Ukraine, où la présidence danoise accordera la priorité à des progrès significatifs, mais aussi en Moldavie et dans les Balkans occidentaux. Cela exige également que l'UE se montre forte et unie et se prépare à l'élargissement en menant les réformes internes qui s'imposent. Le maintien des **valeurs communes européennes**, notamment l'État de droit et le respect des droits fondamentaux tels

que l'égalité et les droits de l'homme, ainsi que la défense des démocraties européennes, seront également au cœur des priorités de la présidence danoise.

L'UE doit promouvoir la **sécurité économique** et approfondir sa connaissance des risques concrets liés aux infrastructures critiques, aux dépendances, aux chaînes d'approvisionnement, à la sécurité et aux fuites technologiques, et s'efforcer de réduire les risques de sécurité identifiés. C'est un programme sur lequel la présidence danoise se concentrera.

2) Une Europe verte et compétitive

Le renforcement de la concurrence mondiale nécessite des actions conjointes et nationales ciblées pour renforcer la compétitivité de l'UE, en particulier des réformes visant à améliorer la productivité qui renforcent les conditions cadres permettant aux entreprises de se développer, d'innover et d'investir dans les nouvelles technologies, les compétences, la production et l'emploi. La transition écologique peut et doit contribuer à la croissance, et les politiques climatiques et énergétiques doivent continuer à être étroitement liées aux politiques de compétitivité, tout comme le secteur des sciences de la vie favorise à la fois la santé et la croissance dans l'UE.

Une Union européenne forte et compétitive nécessite un regard neuf sur le **budget pluriannuel de l'UE**. La présidence danoise œuvrera en faveur d'un budget de l'UE qui apporte une réponse ciblée, simple et efficace aux défis stratégiques auxquels l'UE est confrontée, et qui favorise la responsabilité financière.

Afin de renforcer la compétitivité à long terme de l'UE, il est nécessaire d'**alléger les charges qui pèsent sur les entreprises, les citoyens et les**

autorités publiques. Cela nécessite une refonte de la législation existante et une réglementation future plus ciblée et rationalisée. La présidence danoise accordera une priorité élevée aux propositions de simplification de la Commission et encouragera des mesures susceptibles d'améliorer la réglementation dans l'ensemble des formations du Conseil en mettant davantage l'accent sur la mise en œuvre et l'amélioration des analyses d'impact.

La présidence contribuera à **renforcer le marché unique, à promouvoir l'innovation et à développer l'union de l'épargne et des investissements** afin d'accroître l'offre de capital-risque et de mobiliser et d'attirer des financements privés, ce qui renforcera également les économies européennes. Il convient de renforcer la compétitivité numérique de l'Europe et de développer davantage les capacités européennes dans le domaine des technologies numériques.

La présidence accordera la priorité à la promotion de **politiques économiques saines et de réformes** dans les États membres, condition préalable à la compétitivité de l'UE et à sa capacité à donner efficacement la priorité à ses autres intérêts fondamentaux.

La présidence danoise s'efforcera de faire en sorte que les emplois de demain soient créés en Europe. Il doit y avoir une **circulation libre et équitable au sein de l'UE**, des conditions de travail décentes et un environnement de travail sain et sûr.

La **politique commerciale** de l'UE doit rester ouverte et contribuer à une plus grande ouverture du marché et à la diversification des chaînes d'approvisionnement. La présidence danoise travaillera à l'élargissement du réseau d'accords commerciaux de l'UE avec des partenaires stratégiques et à la défense du système commercial fondé sur des règles, y compris l'OMC. Dans le même temps, l'UE doit se défendre contre

les pratiques commerciales déloyales, le dumping de produits et les contraintes économiques exercées par d'autres acteurs, notamment en réagissant de manière ferme et proportionnée lorsqu'elle est victime de mesures injustifiées.

La transition écologique doit être menée de manière à maintenir le niveau d'ambition tout en soutenant la compétitivité et la sécurité d'approvisionnement de l'UE, ainsi qu'en garantissant l'indépendance de l'Europe vis-à-vis de l'énergie russe. L'UE doit tenir ses engagements en matière de neutralité climatique d'ici 2050. Cela nécessite notamment une architecture climatique et énergétique rentable qui favorise la production européenne d'énergie propre.

La présidence s'efforcera d'améliorer l'environnement concurrentiel des entreprises européennes et de renforcer les fondements économiques de l'UE en garantissant un meilleur accès à une **énergie propre** en quantités bien plus importantes qu'aujourd'hui. Pour ce faire, il convient de mettre en place les conditions nécessaires par ex. à l'augmentation de la part des énergies renouvelables, notamment en développant et en renforçant les infrastructures énergétiques et les capacités de production européennes. Cela nécessite des processus d'autorisation plus rapides et plus efficaces, des cadres financiers appropriés ainsi qu'une transition rentable de l'industrie européenne, qui garantisse une plus grande sécurité de la demande en énergie propre.

Les nouvelles technologies, notamment dans le **domaine de la biotechnologie et des solutions biosourcées**, peuvent générer de nouvelles opportunités de revenus tout en soutenant la transition écologique.

En outre, la présidence s'efforcera de parvenir à un accord sur un **objectif climatique pour 2040**. Cela est important pour donner à l'industrie européenne une vision claire à long terme et pour montrer le leadership européen dans les négociations mondiales sur le climat avant la COP30.

Contenu

Affaires générales	7
Affaires étrangères	11
Économie et finances	18
Justice et affaires intérieures.	23
Emploi, politique sociale, santé et politique des consommateurs . .	28
Compétitivité.	32
Transport, télécommunications et énergie	36
Agriculture et pêche	41
Environnement	45
Éducation, jeunesse, culture et sport	48

Affaires générales

La poursuite de l'élargissement de l'UE est un impératif géopolitique. Ce n'est qu'ainsi que l'UE pourra contribuer efficacement à stabiliser le continent européen et à rendre les pays vulnérables résilients face à toute influence extérieure indésirable.

La présidence danoise travaillera donc de manière ambitieuse à un élargissement de l'Union fondé sur le mérite et à la préparation de l'UE à l'élargissement grâce à des réformes internes. Dans cette optique, la présidence danoise s'efforcera de faire avancer les négociations d'élargissement avec l'Ukraine, la Moldavie et les Balkans occidentaux. Le processus d'élargissement va également de pair avec les efforts visant à promouvoir et à protéger les valeurs fondamentales de l'UE telles que la démocratie et l'État de droit.

L'une des tâches importantes de la présidence sera de renforcer la résilience de l'UE afin qu'elle soit équipée pour faire face aux crises et aux catastrophes actuelles et futures. Afin de renforcer la compétitivité de l'UE, la présidence danoise mettra l'accent sur le programme de simplification et la nécessité de garantir une législation européenne meilleure et plus simple. Dans le même temps, la présidence cherchera à renforcer et à approfondir les relations de l'UE avec le Royaume-Uni et d'autres pays d'Europe occidentale non membres de l'UE.

Sous la présidence, l'examen préliminaire de la proposition relative à un nouveau cadre financier pluriannuel pour l'UE sera au cœur des travaux visant à garantir une Union européenne sûre et compétitive, capable de relever les défis de demain. Dans ce cadre, la présidence s'efforcera de donner un nouvel élan aux négociations sur une politique de cohésion européenne plus moderne et plus efficace au-delà de 2027.

Élargissement et réformes

En raison de la situation sécuritaire aggravée, plusieurs pays voisins de l'UE sont davantage exposés aux tentatives d'ingérence de pays tiers visant à les déstabiliser. Si l'UE n'intervient pas, cela laissera un vide politique que d'autres s'empresseront de combler. C'est pourquoi l'élargissement figure désormais parmi les priorités de l'agenda. En tant qu'atout géopolitique majeur, l'UE doit renforcer ses relations avec les pays voisins et proposer une perspective claire et crédible d'adhésion à l'UE.

La présidence danoise encouragera le processus d'élargissement par la poursuite du dialogue politique et conformément aux critères de Copenhague et à l'approche fondée sur le mérite. Pour garantir le succès du processus d'élargissement, il est important que l'UE soutienne les efforts déployés par les pays candidats pour mettre en œuvre les réformes nécessaires.

Afin de préparer l'UE à l'élargissement tout en veillant à ce que les élargissements futurs renforcent l'UE, la présidence poursuivra les travaux sur les réformes internes de l'UE. Les réformes internes doivent également garantir que l'UE soit mieux armée pour agir de manière autonome et efficace dans le contexte géopolitique actuel et pour poursuivre efficacement les ambitions politiques énoncées dans l'agenda stratégique du Conseil européen. Cela se fera notamment dans le cadre du prochain examen par la Commission des réformes préalables à l'élargissement, qui constituera une base factuelle et analytique pour la poursuite des travaux. Les valeurs, les politiques, le budget et les procédures décisionnelles de l'UE constitueront des éléments importants du processus de réforme, car il convient d'examiner attentivement, pour chacun des quatre volets, les adaptations qui devront être apportées aux réformes à venir.

Protéger et renforcer les valeurs de l'Union européenne : État de droit et démocratie

Les valeurs fondamentales telles que la démocratie, l'État de droit et le respect des droits de l'homme constituent le fondement de l'UE. Dans le même temps, elles distinguent fondamentalement l'UE des autocraties à travers le monde. Avec l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie, ces valeurs sont devenues encore plus importantes.

La présidence danoise poursuivra ses efforts visant à promouvoir et à garantir le respect des valeurs fondamentales de l'UE, notamment en examinant les possibilités de renforcer les outils existants. Sur la base du rapport annuel de la Commission sur l'État de droit, la présidence poursuivra le dialogue sur l'État de droit entre les États membres et avec certains pays candidats. Une discussion horizontale et une discussion spécifique à chaque pays sur l'État de droit sont prévues sous la présidence. Il est important que les pays candidats soient activement soutenus dans leurs réformes dans ce domaine et que les États membres soient tenus de respecter leur engagement envers les valeurs de l'UE. À cette fin, la présidence poursuivra de manière constructive les travaux du Conseil dans le cadre de la procédure prévue à l'article 7 actuellement en cours.

Face à l'évolution géopolitique, la résilience des démocraties européennes n'en est devenue que plus cruciale. La présidence danoise encouragera les efforts visant à défendre les démocraties européennes, notamment dans le cadre du futur bouclier démocratique de la Commission. En outre, la présidence poursuivra les travaux sur la proposition de directive établissant des exigences harmonisées dans le marché intérieur en matière de transparence de la représentation d'intérêts exercée pour le compte de pays tiers dans le cadre du train de mesures de défense de la démocratie.

Le cadre financier pluriannuel

La présidence danoise sera prête à entamer l'examen de la proposition de la Commission relative à un nouveau cadre financier pluriannuel (CFP) pour l'après-2027 afin de définir une orientation ambitieuse et financièrement responsable. La présidence s'efforcera d'élaborer un projet de premier cadre de négociation qui servira de base aux négociations ultérieures.

Préparation aux crises et résilience

Il est essentiel que l'UE soit en mesure de faire face aux crises et aux catastrophes actuelles et futures, compte tenu de l'évolution du paysage des menaces.

C'est pourquoi la présidence danoise continuera à soutenir les efforts visant à mettre en œuvre la stratégie européenne pour une Union de la préparation à la lumière des recommandations du rapport Niinistö visant à renforcer la préparation et la capacité de réaction civile et militaire de l'UE. Les éléments centraux de cette stratégie sont l'approche intégrée de toutes les menaces et de tous les risques, ainsi que l'ambition d'impliquer tous les secteurs et l'ensemble de la société. L'UE doit également renforcer la coopération civilo-militaire et rechercher la complémentarité avec l'OTAN dans ses actions. Ce travail comprendra notamment un suivi intersectoriel des initiatives prises dans le cadre de la stratégie de préparation. La présidence danoise a pour ambition de faire avancer les travaux du Conseil sur les différentes initiatives au fur et à mesure de leur présentation, notamment en s'efforçant de dégager une position commune du Conseil sur la sécurité stratégique de l'approvisionnement, sur la base de la stratégie à venir de la Commission relative à la constitution de stocks dans l'UE.

Relations avec le Royaume-Uni et les autres pays d'Europe occidentale non membres de l'UE

Il est essentiel que l'UE entretienne de bonnes et solides relations avec les pays d'Europe occidentale partageant les mêmes valeurs.

Sur la base du sommet du 19 mai 2025, la présidence danoise poursuivra l'évolution positive des relations entre l'UE et le Royaume-Uni en mettant l'accent sur des résultats concrets. Le renforcement de la coopération en matière de politique étrangère, de sécurité et de défense restera une priorité, tout en évaluant régulièrement l'évolution globale de la relation et la mise en œuvre des résultats des sommets. La présidence continuera également à veiller au respect intégral de l'accord existant, qui constitue la pierre angulaire d'une relation étroite, harmonieuse et bien définie avec le Royaume-Uni.

La présidence s'efforcera également de faire avancer l'examen de l'actuel paquet d'accords entre l'UE et la Suisse, qui, grâce à des accords dans un certain nombre de domaines, contribue à renforcer et à pérenniser les relations entre l'UE et la Suisse.

La présidence s'attachera également à renforcer les relations avec les pays de l'EEE et à développer la coopération dans certains domaines, notamment grâce au déroulement réussi du Conseil de l'EEE.

Cohésion économique, sociale et territoriale

La présidence danoise sera prête à entamer les négociations sur la proposition de la Commission relative à la politique de cohésion après 2027 afin de garantir une mise en œuvre efficace et axée sur les résultats, qui soutienne les priorités communes de l'Europe et soit étroitement liée aux réformes menées dans le cadre du semestre européen ainsi qu'au respect de l'État de droit.

Simplification et réduction des charges

Afin de renforcer la compétitivité de l'UE, le programme de simplification et de réduction des charges administratives sera au cœur des priorités de la présidence danoise. Afin de garantir une avancée maximale, la présidence donnera la priorité aux négociations sur les paquets omnibus de la Commission et sur d'autres propositions de simplification. Le premier paquet omnibus sur la durabilité sera particulièrement important. Le quatrième paquet omnibus, qui introduit une nouvelle catégorie d'entreprises (SMC) ainsi que des modifications au RGPD, sera également au centre des débats. La présidence s'efforcera de mener des négociations efficaces qui garantissent la clarté juridique pour les entreprises, tout en réduisant réellement les charges et en rendant les obligations d'information plus transparentes pour les investisseurs.

Politique maritime intégrée

La présidence danoise œuvrera à l'élaboration de conclusions du Conseil sur un pacte européen pour les océans en vue de garantir un cadre efficace pour la gestion des océans, notamment en renforçant la cohérence entre les différentes politiques et initiatives de l'UE dans ce domaine.

Affaires étrangères

Face à l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie et à l'évolution du paysage géopolitique marqué par l'incertitude, la concurrence stratégique mondiale, la course à la technologie et l'intensification des conflits, le Conseil des affaires étrangères œuvrera en faveur d'une Union européenne plus forte et plus résiliente, qui assume davantage ses responsabilités en matière de sécurité. L'objectif est que l'Europe soit en mesure, d'ici 2030, de se défendre elle-même, y compris en livrant une contribution crédible à la sécurité euro-atlantique.

L'industrie de défense européenne doit être renforcée, tout comme le soutien politique, militaire, économique et civil à l'Ukraine et la politique de l'UE qui consiste à maintenir la pression sur la Russie, notamment par le biais de sanctions doit être poursuivi.

L'UE doit être plus forte sur la scène géopolitique. Des efforts doivent être déployés pour établir et renforcer des partenariats mondiaux équitables par le biais, entre autres, d'accords commerciaux, de coopération économique et de la mobilisation de financements. L'UE doit continuer à être garante de la défense de l'ordre juridique international et d'un multilatéralisme efficace.

L'UE doit s'efforcer de renforcer sa propre sécurité économique et être prête à se défendre contre les pratiques commerciales déloyales et la coercition économique, tout en étant disposée à recourir aux instruments commerciaux défensifs afin de garantir des conditions de concurrence équitables.

Avec l'instabilité et l'incertitude croissantes, la promotion d'un développement vert, équitable et durable dans les pays en développement, notamment par une prévention et une réponse efficace aux crises et aux conflits, sera également une priorité.

La présidence danoise travaillera en étroite collaboration avec la haute représentante pour les affaires étrangères et la politique de sécurité pour faire avancer ces programmes.

Ukraine

L'invasion illégale à grande échelle de l'Ukraine par la Russie en est à sa quatrième année. Le peuple ukrainien continue de se battre pour défendre non seulement sa propre sécurité, mais aussi les valeurs européennes communes telles que la démocratie et les libertés fondamentales. Le soutien de l'UE à la lutte pour la défense de l'Ukraine reste nécessaire. La présidence danoise veillera à ce que l'Ukraine reste une priorité absolue de l'agenda politique et à ce que l'aide ambitieuse apportée à ce pays, tant sur le plan militaire que civil, économique et politique, se poursuive.

La présidence veillera à ce que l'UE conserve son rôle de premier plan dans la fourniture d'une aide civile suffisante, prévisible et bien coordonnée à l'Ukraine. Cela passe notamment par la promotion des efforts de l'UE visant à ce que l'Ukraine bénéficie d'un soutien international suffisant en 2026 et au-delà, notamment en utilisant les recettes exceptionnelles générées par les avoirs russes immobilisés. À cet égard, la présidence veillera à ce que l'UE continue d'apporter à l'Ukraine une aide civile qui soutienne la croissance, les infrastructures et les réformes permettant à l'Ukraine de poursuivre son processus d'adhésion à l'UE. Dans le domaine civil, le soutien au secteur de la sécurité civile ukrainien par le biais de la mission de conseil de l'UE (EUAM Ukraine) restera une priorité.

Le soutien militaire est indispensable pour que l'Ukraine se trouve en position de force et puisse continuer à résister à l'invasion à grande échelle de la Russie. Il est également essentiel de renforcer la capacité de dissuasion de l'Ukraine à long terme, même après un éventuel cessez-le-feu ou un accord de paix. La présidence accordera donc la priorité à l'augmentation de l'aide militaire globale apportée par l'UE et ses États membres à l'Ukraine. À cela s'ajoutent les achats groupés et les remboursements de l'aide militaire apportée par les États membres à l'Ukraine par l'intermédiaire

de la Facilité européenne pour la paix (FEP). La présidence veillera également à ce que la mission de formation militaire de l'UE (EUMAM Ukraine) se poursuive de manière ambitieuse et s'efforcera de renforcer la coordination avec l'OTAN en ce qui concerne l'effort de formation (NSATU). La présidence s'efforcera également de renforcer l'industrie européenne et ukrainienne de défense et l'intégration entre les deux, notamment en garantissant la poursuite des investissements dans l'industrie ukrainienne de la défense.

Les destructions massives causées par l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie nécessiteront un soutien continu et une attention renforcée de la part de l'UE et des partenaires internationaux pendant de nombreuses années encore.

La présidence poursuivra également ses efforts visant à maintenir et à adopter les sanctions les plus sévères possibles à l'encontre de la Russie, à garantir une mise en œuvre et une application plus efficace dans l'ensemble de l'UE et à lutter de manière concertée contre le contournement des sanctions.

Sécurité et défense

L'Europe fait face à une situation nouvelle et grave en matière de politique de sécurité, marquée par la guerre et une recrudescence des conflits. Il est donc essentiel que l'Europe s'efforce d'être en mesure, d'ici 2030 au plus tard, de se défendre elle-même, notamment en livrant une contribution crédible à la sécurité euro-atlantique commune. Cela implique, par exemple, le développement de capacités de défense critiques, le renforcement de l'industrie européenne de la défense, y compris les capacités de production et d'approvisionnement, ainsi qu'une coopération encore plus étroite entre l'UE et l'OTAN.

La présidence danoise se mettra à la tâche de rendre l'UE plus sûre, plus solide et plus résiliente afin de pouvoir relever les défis communs les plus urgents, notamment en développant et en renforçant les partenariats avec les pays tiers.

Afin de renforcer la base technologique et industrielle de défense européenne, la présidence donnera la priorité à l'achèvement des négociations avec le Parlement européen sur la proposition de programme industriel européen de défense (EDIP) et se concentrera sur la mise en œuvre des initiatives dans le cadre de ReArm Europe et du livre blanc sur la préparation de la défense européenne à l'horizon 2030.

Dans le cadre du renforcement de l'industrie européenne de la défense, la présidence œuvrera en faveur d'une coopération paneuropéenne plus étroite en matière de développement et d'acquisition d'équipements de défense et d'intégration de l'industrie ukrainienne de la défense dans l'industrie européenne.

Il sera également important de créer les meilleures conditions-cadres possibles pour créer une base industrielle compétitive et innovante, notamment sous la forme d'un accès pour les petites et moyennes entreprises, de la mobilisation de l'investissement privé et de la suppression des obstacles et des charges. Dans le prolongement de cela, la présidence danoise mettra l'accent sur le programme de simplification et l'examen de l'omnibus de simplification dans le domaine de la défense, y compris les initiatives de ReArm Europe (SAFE) et le livre blanc sur la capacité de défense européenne à l'horizon 2030.

La présidence danoise sera prête à ouvrir des négociations sur des propositions concernant une éventuelle législation sectorielle sur l'action de l'UE dans le domaine de l'industrie de la défense dans le contexte d'un nouveau cadre financier pluriannuel (CFP) après 2027.

La présidence aidera le Service européen pour l'action extérieure à mener à bien, dans le cadre d'un calendrier ambitieux, l'examen stratégique de la coopération structurée permanente (CSP), y compris la négociation des instruments juridiques concrets.

Afin de renforcer la défense de l'UE contre les incidents hybrides, la présidence donnera la priorité à une utilisation accrue de la boîte à outils hybride et des régimes de sanctions hybrides géographiques. La présidence s'efforcera également d'adopter une approche ambitieuse dans la poursuite des travaux sur la gestion des menaces hybrides et la mise en œuvre opérationnelle des équipes d'intervention rapide de l'UE en matière de menaces hybrides.

La présidence travaillera également à une utilisation plus stratégique de la boîte à outils cyberdiplomatie de l'UE, notamment en mettant davantage l'accent sur la dissuasion, les sanctions et la coopération avec le secteur privé.

Afin de renforcer la résilience globale de l'UE face à toutes les menaces, notamment en promouvant la complémentarité entre l'UE et l'OTAN, la présidence danoise encouragera la coopération civilo-militaire. Ces travaux feront suite au rapport Niinistö et au livre blanc sur la capacité de défense européenne à l'horizon 2030, à la stratégie de sécurité intérieure et à la stratégie de préparation de l'UE. Dans le cadre de ce travail, la présidence se concentrera sur la coordination entre les formations du Conseil.

La présidence s'efforcera également de maintenir l'accent mis par l'UE sur la sécurité maritime, en particulier en mer Rouge et au large des côtes africaines, notamment en œuvrant pour renforcer les synergies entre les opérations navales de l'UE.

En outre, la présidence veillera à ce que la politique de l'UE en matière de lutte contre le terrorisme soit continuellement adaptée à l'évolution de la

menace terroriste mondiale et à ce que, dans ce contexte, fasse valoir ses intérêts dans les enceintes multilatérales compétentes.

La présidence œuvrera également en faveur d'une approche ambitieuse et bien coordonnée de l'UE dans les négociations multilatérales portant, entre autres, sur un Internet ouvert, sûr et gratuit et sur la mise en œuvre du Pacte numérique mondial, qui propose une vision commune et positive d'un avenir technologique responsable.

Relations extérieures

La situation au Moyen-Orient reste marquée par des tensions persistantes et une grande imprévisibilité. La présidence danoise poursuivra le travail de l'UE en faveur de la désescalade au Moyen-Orient, notamment en soutenant les travaux en faveur d'une solution à deux États entre Israël et la Palestine et en soutenant l'élaboration d'une approche commune continue de l'UE à l'égard de la Syrie après la chute du régime Assad. La présidence veillera également à ce que l'Europe continue de faire pression sur l'Iran afin de mettre fin à son comportement déstabilisateur au Moyen-Orient et dans le cadre de la guerre en Ukraine.

La présidence soutiendra également la mise en œuvre et le développement du partenariat stratégique entre l'UE et les pays du Golfe, tout comme la poursuite des travaux sur la mise en œuvre de la coopération et des partenariats de l'UE avec les pays voisins du Sud, notamment sous la forme d'un nouveau pacte méditerranéen, constituera une priorité.

De même, la présidence s'efforcera de renforcer les partenariats équitables et mutuellement bénéfiques entre l'UE et les pays africains et accordera la priorité à une préparation approfondie du prochain sommet UE-UA et du prochain forum d'affaires UE-Afrique, en étroite concertation avec

les partenaires africains. L'accent sera mis sur le renforcement des actions de l'UE par le biais du Global Gateway. La présidence s'attachera également à promouvoir la mise en œuvre et la ratification rapides de l'accord de Samoa.

La présidence s'efforcera de renforcer les partenariats de l'UE dans la région indo-pacifique dans le cadre de la stratégie 2021 de l'UE pour cette région et dans la perspective du forum ministériel indo-pacifique de l'UE. Une attention particulière sera notamment accordée au maintien de la dynamique d'un agenda stratégique ambitieux pour les relations entre l'UE et l'Inde, dont un éventuel sommet UE-Inde en 2025 constituera une étape importante, ainsi qu'au renforcement de l'utilisation des efforts de l'UE dans le cadre de l'initiative « Global Gateway » (portail mondial).

La présidence s'attachera également à maintenir une approche ambitieuse en vue de renforcer les relations de l'UE avec l'Amérique latine et les Caraïbes. Concrètement, l'accent sera mis sur le renforcement des actions de l'UE par le biais du Global Gateway, le suivi de la déclaration du sommet UE-CELAC de 2023, la préparation et le succès du sommet UE-CELAC de 2025, ainsi que le soutien à la ratification de l'accord UE-Mercosur et de l'accord de partenariat actualisé entre l'UE et le Mexique.

Compte tenu de l'intensification de la concurrence géostratégique et de la complexité de la situation en matière de sécurité, les capacités technologiques et la diplomatie numérique de l'UE jouent un rôle important dans la politique étrangère et de sécurité de l'UE. La présidence s'efforcera d'aboutir à des conclusions du Conseil sur la stratégie numérique internationale de l'UE, qui définiront les ambitions d'un renforcement du rôle moteur de l'UE dans les questions numériques et technologiques mondiales, y compris dans des domaines critiques tels que l'intelligence artificielle et les technologies quantiques. Cela vaut également pour le dialogue

avec les partenaires stratégiques, où la coopération peut être renforcée à la fois en termes d'ampleur et de profondeur, et avec la participation de l'industrie technologique européenne.

La présidence danoise cherchera à renforcer la diplomatie climatique de l'UE, les partenariats internationaux et la coopération en matière de climat, notamment par l'élaboration et la mise en œuvre de contributions climatiques déterminées au niveau national (CDN) ambitieuses, conformes à l'objectif de 1,5 °C, et le respect les engagements pris dans le cadre du bilan mondial (GST), ainsi qu'en aidant les pays en développement les plus pauvres et les plus vulnérables à s'adapter au changement climatique.

La promotion de l'engagement et du soutien de l'UE en faveur d'un système multilatéral fort et efficace, ainsi que la défense de l'ordre juridique international, figureront également à l'ordre du jour de la présidence danoise. Dans ce contexte, la priorité sera donnée au renforcement de la coopération entre l'UE et les Nations unies afin de promouvoir des solutions communes aux défis globaux auxquels le monde est confronté.

En parallèle, un renforcement et une harmonisation de la voix de l'UE au sein de l'ONU sera recherché. Cela se traduira, entre autres, par un engagement actif et constructif de l'UE dans la mise en œuvre du Pacte pour l'avenir ainsi que dans le lancement de l'initiative de réforme UN80, lancée par le secrétaire général des Nations unies en mars 2025, afin de soutenir un système multilatéral plus moderne, inclusif et efficace, qui profite à tous et vise à contribuer à rétablir la confiance entre les régions et les générations.

La présidence soutiendra également le maintien du droit international, du système juridique international et d'institutions juridiques indépendantes fortes, notamment la Cour internationale de justice et la Cour pénale internationale.

Commerce

La poursuite d'une politique commerciale ouverte mais plus robuste et stratégique sera une préoccupation centrale durant la présidence danoise. Cela contribuera notamment de manière significative au renforcement de la croissance, la compétitivité, la résilience et la sécurité économique de l'UE, ainsi que ses partenariats stratégiques.

La présidence danoise donnera la priorité à un agenda de politique commerciale ambitieux, offensif et fondé sur des règles, en mettant davantage l'accent stratégique sur la promotion et la conclusion de négociations avec des pays d'Asie, du Moyen-Orient et d'Afrique, entre autres, ainsi que sur la promotion et l'entrée en vigueur rapides des accords déjà négociés, par exemple en Amérique latine. En outre, la présidence s'efforcera de renforcer d'autres formes de coopération économique avec les partenaires internationaux concernés, notamment dans les pays en développement. Il sera également prioritaire de garantir la poursuite du soutien à l'Ukraine en matière de politique commerciale.

La présidence œuvrera en faveur d'une coopération constructive entre l'UE et les États-Unis en matière de politique commerciale notamment dans les domaines du commerce et des investissements, de la sécurité économique, des chaînes d'approvisionnement et des technologies, entre autres, et soutiendra la cohésion de l'UE sur la base de l'approche robuste et proportionnée de la Commission, le cas échéant.

La présidence s'efforcera de garantir des conditions de concurrence équitables sur le marché intérieur et au niveau mondial, ainsi que de renforcer la compétitivité et la sécurité économique de l'Europe. Cela devrait se faire, entre autres, en utilisant des instruments commerciaux défensifs en mettant l'accent

sur le respect des engagements pris par les partenaires commerciaux et sur la lutte contre les pratiques commerciales déloyales et la coercition économique, grâce à l'utilisation de mesures pertinentes fondées sur des règles et conformes aux règles de l'OMC. De plus, la présidence facilitera les discussions sur le renforcement de la sécurité économique de l'Union européenne.

Afin de renforcer la sécurité et de garantir des règles du jeu communes sur le marché intérieur, la présidence poursuivra les négociations sur la révision du règlement relatif au filtrage des projets d'investissements étrangers dans l'UE en vue de son adoption définitive.

En outre, la présidence contribuera à une approche plus efficace et mieux coordonnée des contrôles à l'exportation des produits à double usage dès que possible, afin que la liste de contrôle commune de l'UE puisse être mise à jour avec les produits et technologies bloqués dans les régimes multilatéraux.

La préparation par l'UE de la 14^e conférence ministérielle de l'OMC au Cameroun (MC14) début 2026, ainsi que la promotion des processus de négociation multilatéraux et plurilatéraux en cours, avec une participation active de l'UE, constitueront une priorité pendant la présidence.

Afin de mieux intégrer les pays partenaires de l'UE dans le commerce mondial et de garantir un développement économique durable, la présidence encouragera et cherchera à finaliser la révision du système de préférences tarifaires généralisées (SPG) de l'UE.

Le travail stratégique visant à clarifier la politique commune de l'UE en matière d'investissements se poursuivra.

Développement

À une époque de bouleversements géopolitiques marqués par une grande incertitude, l'UE doit repenser son orientation stratégique et son approche de la coopération au développement afin de renforcer ses partenariats internationaux.

L'ordre mondial dans le domaine du développement, tel qu'on le connaît depuis des décennies, est bouleversé. L'UE ne doit pas se contenter de combler les lacunes laissées par ceux qui se détournent de la coopération au développement, mais doit suivre sa propre voie. La présidence veillera à ce que l'UE concentre ses efforts là où ils sont les plus efficaces. L'UE doit rester un partenaire fiable et crédible au milieu des turbulences géopolitiques et politiques en matière de développement.

La présidence danoise s'efforcera de promouvoir des partenariats équitables et mutuellement avantageux qui contribuent au développement durable. La coordination entre tous les domaines politiques sera essentielle. Les pays et les régions sont différents, allant de pays fragiles et politiquement instables à des pays en croissance et en transition, ce qui nécessite de mettre en œuvre un large éventail d'instruments dans un cadre d'actions adaptées. Il est nécessaire de repenser des programmes plus intégrés pour faire face au nombre croissant de crises mondiales, ce qui renforcera également les liens entre les différents instruments de politique étrangère de l'UE.

La présidence œuvrera en faveur d'une approche « Équipe Europe » efficace et de la mise en œuvre du Global Gateway dans les pays partenaires dans les domaines prioritaires définis, à savoir le climat et l'énergie, la numérisation, les transports, la santé, ainsi que l'éducation et la recherche. L'accent sera mis sur la mobilisation des financements publics et privés, notamment le

renforcement des incitations pour les entreprises européennes. À cette fin, la présidence veillera à ce que le projet Global Gateway de la Commission relatif aux corridors verts pour le transport maritime soit mis en œuvre avec un large soutien de la Commission, des États membres, des institutions financières, du secteur privé et des pays partenaires.

Les négociations sur une approche révisée des projets phares de l'UE dans le cadre de l'initiative « Global Gateway », y compris une éventuelle nouvelle liste de projets phares pour 2026, seront prioritaires sous la présidence. La présidence veillera aussi à promouvoir une approche plus ciblée, axée sur les actions les plus importantes sur le plan géostratégique et les plus emblématiques.

La présidence s'efforcera de faire avancer les travaux de l'UE sur la réforme en cours de l'architecture financière internationale (AFI).

La présidence veillera à ce que l'UE conserve son rôle de premier plan dans le domaine humanitaire grâce à une réponse préventive et efficace aux crises humanitaires, conformément aux principes humanitaires. L'UE doit continuer à œuvrer pour promouvoir le respect du droit international humanitaire et des droits de l'homme.

La présidence danoise sera prête à ouvrir des négociations sur des propositions concernant la future coopération au développement de l'UE et les partenariats internationaux, dans le contexte d'un nouveau cadre financier pluriannuel (CFP) après 2027.

Économie et finances

Le Conseil «Affaires économiques et financières» s'efforcera de garantir une politique économique saine dans l'UE, de renforcer la compétitivité et la productivité de l'Europe et de renforcer la défense et la sécurité de l'Europe dans un monde et une économie internationale en mutation.

La présidence danoise œuvrera en faveur d'économies européennes saines et robustes, dotées d'une marge de manœuvre budgétaire suffisante pour les priorités politiques, notamment en encourageant les réformes structurelles nationales et la mise en œuvre des règles budgétaires de l'UE, en mettant l'accent sur la réduction des charges administratives et la simplification, en garantissant de meilleures conditions-cadres pour les entreprises européennes et en renforçant la mobilisation des investissements privés, notamment en faisant progresser la mise en place d'une union européenne de l'épargne et des investissements. Cela nécessitera des réformes économiques, ainsi que des politiques économiques saines et viables.

La présidence accordera également la priorité au financement du renforcement de la défense européenne, notamment par le biais du suivi du plan ReArm Europe, ainsi que de la poursuite du soutien financier à l'Ukraine, y compris dans la perspective de la reconstruction à long terme du pays après l'invasion illégale et à grande échelle de la Russie.

Politique économique

L'une des principales priorités de la présidence danoise sera de renforcer la résilience économique de l'UE en promouvant des finances publiques saines et durables, nécessaires pour réaliser les priorités politiques, notamment le renforcement rapide et rentable de la défense européenne, ainsi que la poursuite du soutien à l'Ukraine.

La présidence danoise s'efforcera donc de garantir la mise en œuvre efficace des règles budgétaires de l'UE, notamment l'adoption de décisions du Conseil relatives à des plans à moyen terme nouveaux et révisés pour les politiques structurelles et budgétaires, ainsi que toute décision prise dans le cadre de la procédure concernant les déficits excessifs.

Des économies européennes fortes constituent le fondement d'une Europe sûre et résiliente capable de se défendre. La présidence accordera la priorité aux travaux visant à créer un cadre adéquat pour le renforcement de la défense européenne en mobilisant des financements et en développant l'industrie de défense européenne. La présidence poursuivra les travaux sur le plan ReArm Europe de la Commission, y compris l'adoption de prêts aux États membres au titre du nouvel instrument financier destiné à financer les investissements dans le domaine de la défense dans les États membres (SAFE) et à la mise en œuvre de la flexibilité des règles budgétaires en ce qui concerne l'augmentation des investissements dans le domaine de la défense pour les États membres qui demandent l'activation de la clause de dérogation nationale.

Dans le même temps, la coopération économique au sein de l'UE doit soutenir les efforts visant à renforcer la compétitivité européenne et les conditions de croissance dans les États membres.

La présidence mettra donc l'accent sur la promotion de réformes structurelles nationales visant à renforcer la résilience et la productivité des économies et à réduire les déséquilibres macroéconomiques préjudiciables. Cela s'applique, entre autres, à la coopération en matière de réformes structurelles dans le cadre du Semestre européen, la mise en œuvre des plans à moyen terme pour les politiques budgétaires structurelles et à la poursuite de la mise en œuvre des jalons et objectifs convenus en matière de réforme et d'investissement dans le cadre du dispositif de relance.

La présidence est également prête à examiner toute proposition visant à renforcer la compétitivité de l'UE. Il s'agit notamment des initiatives annoncées dans la boussole pour la compétitivité de la Commission, y compris une éventuelle proposition d'outils visant à contribuer à la coordination des mesures de compétitivité et des propositions pour la création d'un nouveau fonds pour la compétitivité dans le cadre financier pluriannuel (CFP) à venir après 2027.

La présidence s'efforcera de faire progresser le programme de simplification afin de réduire les charges qui pèsent sur les entreprises et de renforcer la compétitivité européenne. Il s'agit notamment de mettre l'accent sur la réduction des charges existantes et pour la minimisation des charges dans les futures propositions, où la présidence mettra davantage l'accent sur des analyses d'impact robustes avec des estimations fiables des avantages et des coûts de la législation de l'UE.

La présidence organisera une discussion sur le rapport annuel du comité budgétaire européen (CBE) afin de donner suite aux considérations et recommandations du CBE concernant, entre autres, la situation budgétaire de l'UE et de la zone euro et la mise en œuvre des règles budgétaires de l'UE.

Conséquences économiques et financières de l'agression de la Russie contre l'Ukraine

L'aide financière de l'UE à l'Ukraine à la lumière de l'invasion à grande échelle de la Russie sera une priorité centrale pendant la présidence danoise. La présidence suivra de près la situation, répondra aux besoins financiers potentiels et poursuivra les discussions en cours sur l'évolution économique et financière en Ukraine à la suite de l'invasion russe.

Enfin, la présidence accordera la priorité aux aspects économiques du régime de sanctions à l'encontre de la Russie et de la Biélorussie.

Réglementation financières – Union de l'épargne et de l'investissement

Afin de renforcer la compétitivité de l'UE et de mobiliser davantage de capitaux privés, la présidence danoise accordera la priorité aux travaux relatifs à l'union de l'épargne et des investissements (UEI), et mettra l'accent sur la réduction des charges ainsi que sur une réglementation plus simple et plus proportionnée dans le secteur financier. La présidence veillera à garantir la transparence des conséquences des propositions législatives lorsque des décisions importantes concernant notre avenir sont prises.

Attirer et mobiliser des investissements privés est crucial pour la compétitivité de l'UE, qui nécessite des marchés des capitaux efficaces et intégrés en Europe. Parallèlement, les Européens disposent d'une épargne importante qui peut et doit être davantage canalisée vers les marchés des capitaux et investie au-delà des frontières dans les entreprises, les nouvelles technologies et l'innovation.

La présidence danoise s'efforcera donc de créer une dynamique en faveur d'initiatives susceptibles

de renforcer les marchés communs des capitaux et d'accroître les investissements privés dans l'UE.

La présidence accordera une priorité particulière aux nouvelles initiatives dans le cadre de l'union de l'épargne et des investissements, notamment la promotion de la prochaine proposition visant à réviser le cadre juridique relatif à la titrisation afin de renforcer la capacité de prêt des banques, ainsi que les recommandations relatives à un compte d'épargne et d'investissement européen.

La présidence sera également prête à ouvrir des négociations sur d'autres propositions à venir annoncées dans la communication de la Commission sur l'UEI, notamment des propositions visant à renforcer l'intégration et l'efficacité de la surveillance.

Parallèlement, la présidence mettra l'accent sur l'amélioration des conditions-cadres pour les entreprises grâce au programme général de simplification de l'UE et aux réformes nationales visant à renforcer la productivité des entreprises. Ces efforts sont importants pour l'UEI car ils rendront les entreprises européennes plus attractives pour les investisseurs.

La présidence danoise poursuivra en outre les travaux sur les propositions actuelles visant à promouvoir l'union des marchés des capitaux et l'union bancaire. Ces propositions contribueront également à promouvoir l'UEI.

La présidence sera prête à faire avancer les négociations en trilogue avec le Parlement européen sur la proposition visant à réviser le cadre pour la gestion des crises et l'assurance des dépôts (CMDI). Cela permettra d'assurer une plus grande uniformité et cohérence dans la gestion des crises à travers l'UE et un secteur bancaire plus intégré et plus robuste dans l'UE. Selon la déclaration de l'Eurogroupe du 16 juin 2022, un accord final sur le CMDI est une condition

préalable à la poursuite des travaux visant à renforcer et à achever l'union bancaire.

La présidence s'efforcera également de faire avancer les négociations sur la stratégie en matière d'investissements de détail (RIS) afin d'encourager une plus grande participation des investisseurs de détail aux marchés financiers, ainsi que sur le règlement établissant un cadre pour le partage des informations financières (FIDA) afin de garantir un secteur financier plus ouvert et plus transparent, tout en accordant la priorité à la simplification de ces dossiers.

Le marché des services de paiement a le potentiel de devenir plus compétitif et plus efficace. Afin de réduire la charge qui pèse sur les services de paiement sur le marché intérieur, de renforcer la protection des consommateurs et de lutter contre la fraude, la présidence encouragera donc la poursuite des négociations sur la directive et le règlement relatifs aux services de paiement en vue de moderniser le secteur des paiements.

La présidence s'efforcera également d'adopter un cadre juridique visant à raccourcir et à rendre plus efficace le règlement des opérations sur titres, notamment afin de renforcer la compétitivité de l'UE.

Afin de garantir la possibilité d'un moyen de paiement numérique simple, sûr et peu coûteux dans la zone euro et de soutenir l'autonomie stratégique de l'UE, la présidence, conformément aux ambitions des pays de la zone euro, accordera la priorité aux négociations sur le cadre juridique pour l'introduction d'un euro numérique.

Le secteur financier joue un rôle crucial dans la transition écologique. C'est pourquoi il est important de disposer d'une réglementation claire et efficace dans ce domaine. La présidence sera donc prête à entamer les négociations sur la révision attendue du règlement sur la publication d'informations (SFDR) afin, entre autres, de

contribuer à clarifier les exigences d'information sur l'intégration et les risques en matière de durabilité.

Questions fiscales

La présidence s'efforcera de faire avancer et, le cas échéant, de conclure les négociations sur la révision de la directive sur la taxation de l'énergie afin d'aligner la taxation des produits énergétiques sur les politiques énergétiques et climatiques de l'UE et de renforcer les incitations à utiliser les sources d'énergie renouvelables.

La présidence danoise donnera la priorité aux initiatives qui contribuent à la lutte contre les paradis fiscaux et l'évasion fiscale afin d'assurer une fiscalité internationale équitable.

Cela concerne notamment la mise à jour régulière de la liste de l'UE des pays et territoires non coopératifs à des fins fiscales le perfectionnement des outils qui sont employé par le groupe « Code de conduite » pour identifier la concurrence fiscale dommageable. En outre, le renforcement continu de la coopération administrative dans le domaine fiscal, y compris la révision et/ou l'extension de la directive sur la coopération administrative dans le domaine fiscal (DAC), pourrait permettre l'amélioration des règles et des procédures pour l'échange d'informations entre les autorités fiscales et la promotion d'une bonne gouvernance fiscale au sein et en dehors de l'UE.

Afin de renforcer la compétitivité européenne, la présidence soutiendra également, dans le domaine fiscal, le programme de simplification de l'UE visant à réduire les charges qui pèsent sur les entreprises et les autorités. Dans ce contexte, la présidence s'efforcera d'assurer la direction et la participation des pays à la simplification des règles fiscales existantes et futures.

La présidence accordera la priorité aux adaptations du règlement relatif au Mécanisme D'ajustement Carbone aux Frontières (MACF – CBAM en anglais) afin de renforcer le mécanisme visant à prévenir les fuites de carbone et de soutenir ainsi la transition verte et la compétitivité européenne.

La présidence est également disposée à avancer une révision de la directive sur la taxation des produits du tabac si une proposition à ce sujet est présentée. La révision de la directive devrait permettre une harmonisation accrue des taxes sur les produits du tabac et limiter les effets négatifs sur la santé notamment des enfants et des jeunes.

L'Union douanière

La présidence danoise poursuivra les négociations sur le paquet de réformes douanières en vue de parvenir à un accord définitif avec le Parlement européen. La réforme douanière doit notamment répondre aux défis croissants liés au commerce électronique.

Budget de l'UE

En raison du cycle budgétaire fixe, la présidence danoise dirigera les négociations sur le budget de l'UE pour 2026 en vue de parvenir à un accord budgétaire avec le Parlement européen.

Ressources propres de l'UE

Dans le cadre des négociations sur le prochain cadre financier pluriannuel de l'UE, la présidence danoise poursuivra les négociations sur une éventuelle révision de la décision du Conseil relative aux ressources propres de l'UE.

Relations économiques avec les pays non membres de l'UE

Dans une époque de tensions géopolitiques et une fragmentation géoéconomique accrue, une Europe compétitive et économiquement robuste est le fondement de la place centrale occupée par l'UE dans la coopération multilatérale.

Afin de défendre les intérêts de l'UE, la présidence danoise facilitera les discussions sur le rôle stratégique de l'UE dans la coopération économique mondiale. La présidence s'emploiera à assurer une coordination efficace et stratégique des positions de l'UE, notamment dans l'élaboration de positions communes de l'UE pour les réunions du G20 réunissant les ministres des finances et les gouverneurs des banques centrales, ainsi que d'une déclaration commune de l'UE pour les réunions du Comité monétaire et financier international (CMFI). En outre, la présidence mettra l'accent sur la coordination et la contribution de l'UE à la poursuite de la réforme de l'architecture financière internationale.

La présidence travaillera également à l'adoption de conclusions du Conseil sur le financement international de la lutte contre le changement climatique avant la conférence COP30 sur le changement climatique qui se tiendra en novembre 2025. L'accent sera mis sur la manière dont l'UE peut apporter une contribution constructive à une approche mondiale cohérente du financement de l'action pour le climat, englobant tous les types de sources de financement, privées et publiques, et qui permette de mobiliser les fonds nécessaires.

Justice et affaires intérieures

Le Conseil « Justice et affaires intérieures » œuvrera pour une Europe sûre et stable. Sous la présidence danoise, la lutte contre la migration irrégulière et la sécurisation des frontières extérieures de l'UE figureront en bonne place à l'ordre du jour. La présidence encouragera les travaux en cours au sein du Conseil visant à trouver des solutions nouvelles et innovantes aux défis posés à l'UE par les migrations irrégulières.

La présidence danoise poursuivra ses efforts tant au sein de l'UE qu'à l'extérieur afin de lutter contre la criminalité organisée grave et transfrontalière. Cela vaut tout particulièrement pour la lutte contre la criminalité liée à la drogue et d'autres formes de criminalité organisée, qui ont des conséquences humaines et sociales considérables.

Les développements technologiques apportent à la fois de nouvelles opportunités et de nouveaux défis. Par conséquent, la présidence mettra l'accent sur le renforcement de l'utilisation des avancées numériques par les forces de l'ordre dans la lutte contre la criminalité grave et veillera à ce que les progrès technologiques ne soient pas utilisés à des fins criminelles ou préjudiciables à la société.

La présidence s'efforcera de garantir les droits fondamentaux ainsi que la coopération et la protection dans le domaine du droit civil.

La présidence danoise s'efforcera de renforcer la sécurité intérieure et la résilience de l'UE afin que celle-ci soit mieux armée pour faire face aux crises, catastrophes et autres menaces pour la sécurité actuelles et futures.

Lutter contre la migration irrégulière

L'adoption du Pacte européen sur la migration et l'asile en 2024 a marqué une étape majeure dans les efforts déployés pour relever les défis communs de l'UE en matière de la migration irrégulière.

Le pacte renforce notamment les frontières extérieures de l'UE et garantit des procédures d'asile plus efficaces. Une tâche centrale de la présidence danoise consiste à œuvrer pour que les États membres poursuivent la mise en œuvre du pacte conformément au plan de mise en œuvre commun de la Commission.

En complément du pacte, la présidence s'efforcera d'explorer, au niveau de l'UE, de nouvelles solutions susceptibles de contribuer à briser les structures incitatives qui favorisent la migration irrégulière et les voyages dangereux vers l'Europe.

La présidence œuvrera à faire avancer les négociations sur les propositions relatives à la notion juridique de l'UE de « pays tiers sûr » et l'établissement d'une liste commune de « pays d'origine sûrs » au niveau de l'UE, afin que les règles puissent être davantage utilisées par les États membres pour relever les défis auxquels l'UE est confrontée en matière de la migration irrégulière.

Un élément important du contrôle de la migration irrégulière consiste à assurer le contrôle aux frontières extérieures. La présidence continuera donc à œuvrer pour renforcer les frontières extérieures de l'UE et contrer la menace que représente l'instrumentalisation des migrants.

En outre, la prévention et la lutte contre le trafic illicite de migrants, qui constituent un défi majeur et transfrontalier, sont essentielles pour mettre fin à l'industrie lucrative des passeurs et dissuader les trafiquants d'envoyer des migrants dans des voyages périlleux, notamment en Méditerranée. La présidence danoise aura donc pour priorité

de promouvoir les négociations sur le règlement relatif à la lutte contre le trafic de migrants et sur la directive relative à l'introduction de règles minimales pour prévenir et combattre le trafic de migrants.

Le succès de l'UE en matière de prévention de la migration irrégulière vers l'Europe dépend en grande partie de la coopération constructive avec les pays partenaires le long des routes migratoires irrégulières. La présidence danoise poursuivra donc les efforts de l'UE en faveur de partenariats équitables, globaux et stratégiques avec les pays clés dans le domaine de la migration.

Enfin, il est essentiel de trouver des solutions durables aux défis auxquels l'UE est confrontée en matière de retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier dans l'UE. La présidence danoise s'efforcera de faire avancer les négociations sur la nouvelle législation et les ambitions communes européennes en matière de politique de retour efficace et moderne, qui donne aux États membres des outils concrets pour renvoyer les ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier dans l'UE.

Un espace Schengen équilibré

Le bon fonctionnement de l'espace Schengen avec des contrôles efficaces aux frontières extérieures, est essentiel pour garantir la libre circulation dans l'UE. La présidence danoise accordera la priorité à la poursuite de la mise en œuvre du système d'entrée/sortie (EES) de l'UE et des autres principaux systèmes informatiques de l'espace Schengen. À cette fin, des efforts seront déployés en vue d'une utilisation stratégique de la politique des visas de l'UE.

Attirer des travailleurs qualifiés dans des conditions adéquates

La présidence danoise œuvrera en faveur d'initiatives visant à améliorer les possibilités de continuer à attirer, dans des conditions adéquates, la main-d'œuvre qualifiée recherchée, notamment en s'efforçant de faire adopter le règlement relatif à la création d'un réservoir européen de talents.

Personnes déplacées d'Ukraine

La présidence danoise facilitera les discussions sur l'avenir des personnes déplacées d'Ukraine.

Criminalité transfrontalière et organisée grave

La criminalité organisée et transfrontalière perpétrée par des gangs et des réseaux criminels reste un défi majeur et a des conséquences humaines et sociales considérables.

La présidence danoise accordera donc la priorité à la lutte contre les formes graves de criminalité transfrontalière et organisée, en particulier à la lutte contre le trafic de drogue et à la lutte contre la menace que représentent les drogues synthétiques, y compris les opioïdes. La présidence aura également pour priorité de soutenir les travaux des agences européennes compétentes et veillera au renforcement et à l'amélioration de l'efficacité de la coopération au sein de l'UE et avec les pays tiers dans le domaine de la lutte contre la criminalité organisée.

La présidence assurera le suivi de la mise en œuvre de la feuille de route de l'UE pour lutter contre le trafic de drogue et la criminalité organisée, ainsi que de l'évaluation de la stratégie et du plan d'action de l'UE en matière de lutte contre la drogue pour la période 2021-2025. Parallèlement,

la présidence privilégiera les travaux visant à définir un nouveau cadre stratégique pour lutter contre la prolifération des drogues dans l'UE. La présidence encouragera également la onzième série d'évaluations mutuelles sur la lutte contre la criminalité transfrontalière liée à la drogue dans l'UE.

En outre, la présidence se concentrera sur la lutte contre les armes à feu et entamera les travaux au sein du Conseil sur une nouvelle directive en matière de lutte contre le trafic d'armes.

La présidence mettra également à l'ordre du jour les travaux relatifs à la proposition de directive sur la lutte contre la corruption.

La priorité sera également accordée aux travaux menés dans le cadre de la Plateforme pluridisciplinaire européenne contre les menaces criminelles (EMPACT), pierre angulaire de la coopération opérationnelle dans la lutte contre la criminalité organisée et transfrontalière. Cela vaut tant pour la fin du cycle en cours que pour la préparation d'un nouveau cycle en 2026-2029.

Les personnes qui planifient de la criminalité grave et transfrontalière ou en sont à l'origine, se cachent souvent dans des pays tiers. La présidence danoise mettra donc l'accent, entre autres, sur la coopération avec les pays tiers en matière d'extradition aux fins de poursuites pénales des membres de groupes criminels organisés.

Enfin, la présidence s'efforcera d'améliorer les droits des victimes de criminalité, y compris les enfants qui ont besoin d'une aide et d'une protection particulières adaptées à leur âge, en poursuivant les travaux sur la proposition de directive établissant des normes minimales concernant les droits, le soutien et la protection des victimes de la criminalité.

La technologie comme plateforme pour la criminalité

Les évolutions technologiques ont permis des avancées importantes et font partie intégrante de la vie quotidienne des Européens. Cependant, les évolutions technologiques présentent également des défis, et les criminels utilisent aujourd'hui largement internet, les services de communication en ligne et d'autres outils technologiques pour mener des activités criminelles et préjudiciables à la société.

Des mesures supplémentaires doivent être prises face à ces évolutions préoccupantes. La présidence danoise s'efforcera donc de renforcer tant la protection juridique que les moyens dont disposent les autorités répressives pour lutter contre les activités criminelles en ligne. Il est également nécessaire que les fournisseurs de services en ligne soient davantage tenus responsables quant au contenu de leurs plateformes.

Les abus sexuels sur et l'exploitation des enfants et des jeunes sont de plus en plus fréquents et répandus sur internet. Il est nécessaire de mettre en place un cadre juridique clair et harmonisé pour prévenir et combattre les abus sexuels commis sur les enfants et le matériel avec les abus sexuels commis sur les enfants. La présidence placera donc les travaux sur le règlement et la directive CSA en tête de ses priorités.

Il est également nécessaire de continuer à veiller à ce que les services répressifs disposent des outils adéquats, notamment de la possibilité d'accéder aux données, pour lutter contre la criminalité et la poursuivre en justice. Cela vaut tant pour la criminalité en ligne que pour les infractions graves planifiées ou commises notamment par des organisations criminelles à l'aide des technologies modernes et des moyens de communication. La présidence se concentrera donc sur l'accès des services répressifs aux données pour une application efficace de la loi et sur les obligations des four-

nisseurs en matière de traitement des données destinées à être utilisées à des fins répressives.

Il est également nécessaire de continuer à renforcer la coopération en matière d'échange de données avec les organisations internationales et les pays tiers. La présidence soutiendra les négociations menées par l'UE en vue de la conclusion d'accords sur l'échange de données avec des organisations internationales et des pays tiers.

Sécurité intérieure

La situation en matière de sécurité dans l'UE est complexe et en constante évolution, affectant les citoyens, les sociétés et les économies. La présidence danoise portera une approche globale à la sécurité intérieure et à la résilience de l'UE et assurera le suivi de la mise en œuvre de la stratégie européenne de sécurité intérieure.

La présidence poursuivra les travaux et le dialogue afin de faire face aux conséquences de l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie et du conflit au Moyen-Orient. La présidence accordera également la priorité aux travaux visant à prévenir et à combattre le terrorisme.

La présidence mettra l'accent sur le renforcement de la sécurité et de la résilience de la société dans le cadre d'une approche globale, transversale et associant les citoyens et les entreprises privées, afin de faire face aux conséquences d'un nouveau paysage en matière de risques et de menaces, notamment le durcissement de la situation en matière de politique et de sécurité et le risque accru de phénomènes météorologiques extrêmes.

Cela se fera en négociant des propositions visant à réviser le mécanisme de protection civile afin de renforcer la capacité de l'UE à faire face à des crises et à des catastrophes plus fréquentes, plus violentes et plus complexes.

Il est essentiel de renforcer la protection et la surveillance des infrastructures sous-marines critiques, notamment par le biais d'une coopération renforcée au niveau de l'UE. La Commission a lancé, en collaboration avec le Service européen pour l'action extérieure, un plan d'action visant à renforcer la sécurité des câbles dans l'UE. Sous la présidence danoise, les efforts se poursuivront pour garantir la mise en œuvre du plan d'action, notamment en associant tous les acteurs concernés dans tous les secteurs et en mettant l'accent sur la coopération entre l'UE et l'OTAN dans le cadre de la mise en œuvre d'initiatives visant à protéger les infrastructures sous-marines critiques.

Coopération et protection dans le domaine du droit civil

L'UE est fondée sur une conception commune des valeurs et le respect des droits fondamentaux et des libertés. La protection et la promotion de ces droits constituent une tâche permanente et importante. La présidence danoise s'appuiera sur les efforts du Conseil pour maintenir et promouvoir le respect de ceux-ci.

La présidence poursuivra les travaux en vue de l'adhésion de l'UE à la Convention européenne des droits de l'homme (ECHR).

La présidence s'attachera en outre à faire avancer les négociations sur la proposition de directive harmonisant certains aspects du droit de l'insolvabilité, notamment en soutenant les efforts visant à intégrer davantage les marchés des capitaux de l'UE.

Afin de réduire les difficultés rencontrées par les adultes qui ont besoin d'aide pour prendre des décisions dans des situations impliquant plusieurs États membres, la présidence danoise s'efforcera de faire avancer les négociations sur la proposition de règlement relatif à la protection transfrontière des adultes.

Afin de garantir la reconnaissance rapide de la parentalité dans les situations transfrontières, la présidence encouragera les discussions sur le règlement relatif à la filiation.

Cadre pour la coopération future dans le domaine de la justice et des affaires intérieures

La présidence danoise sera prête à ouvrir des négociations sur des propositions d'actes législatifs sectoriels éventuels concernant les actions de l'UE dans le domaine de la justice et des affaires intérieures dans le contexte d'un nouveau cadre financier pluriannuel (CFP) après 2027.

Emploi, politique sociale, santé et politique des consommateurs

Le Conseil « Emploi, politique sociale, santé et consommateurs » entend promouvoir une Europe plus compétitive en garantissant des marchés du travail compétitifs, offrant des conditions de travail décentes et équitables, préservant les emplois et assurant la disponibilité des compétences requises pour le marché du travail de demain.

Dans un contexte marqué par l'incertitude mondiale et des défis sanitaires complexes, la présidence danoise mettra l'accent sur les sciences de la vie et la préparation aux situations d'urgence afin de renforcer la capacité d'innovation de l'UE, de promouvoir l'accès aux médicaments dans toute l'Union et d'accroître la résilience des systèmes de santé face aux crises d'origine humaine et aux catastrophes naturelles. La présidence favorisera cet équilibre dans les négociations sur, entre autres, le paquet « médicaments » et le règlement sur les médicaments essentiels.

La présidence souhaite promouvoir la cohésion sociale, lutter contre l'exclusion sociale et garantir l'inclusion de tous les citoyens. La présidence s'efforcera de faire en sorte que les droits, l'égalité et une véritable égalité des chances soient une réalité pour tous.

Emploi et politique sociale

Compétitivité

Une Union européenne plus compétitive nécessite un accès suffisant à une main-d'œuvre qualifiée. La présidence danoise se concentrera donc sur une circulation libre et équitable, des conditions de travail décentes, l'amélioration des compétences et la reconversion, ainsi qu'un environnement de travail sain et sûr, autant de conditions préalables à l'augmentation de la productivité dans l'UE.

Sur cette base, la présidence abordera : le semestre européen, la feuille de route de la Commission pour des emplois de qualité et le plan d'action de la Commission sur le socle européen des droits sociaux. Ces domaines d'action doivent contribuer à retenir les travailleurs qualifiés et à promouvoir les secteurs de l'emploi et des affaires sociales dans les États membres de l'UE, dans le respect des modèles nationaux de marché du travail, des différents types d'état providence des États membres ainsi que du rôle et de l'autonomie des partenaires sociaux. La présidence encouragera également la révision du règlement relatif au Fonds européen d'ajustement à la mondialisation en faveur des travailleurs licenciés, afin de parvenir à un accord au sein du Conseil.

Liberté et équité de circulation

La libre circulation des travailleurs est un pilier fondamental de la coopération européenne. Il est essentiel que cette circulation se fasse dans des conditions équitables et correctes. La numérisation peut contribuer à simplifier la coordination de la sécurité sociale dans l'UE, à renforcer l'application et le contrôle des règles en vigueur et à promouvoir une circulation libre et juste.

Dans cette optique, la présidence danoise assurera le suivi des résultats du projet pilote pour un passeport européen de sécurité sociale (ESPASS).

En outre, la présidence mettra l'accent sur les défis et les solutions possibles en matière de circulation libre et équitable, notamment en ce qui concerne la situation des travailleurs détachés, qu'ils soient citoyens de l'UE ou ressortissants de pays tiers, qui constituent un groupe vulnérable sur les marchés du travail européens.

Vie professionnelle saine et sûre

Une proportion excessive d'Européens tombe malade à la suite d'une exposition à des substances dangereuses sur le lieu de travail. Sur base du cadre stratégique de l'UE pour la santé et la sécurité au travail 2021-2027, la présidence danoise renforcera les efforts visant à améliorer la santé et la sécurité des salariés. Dans cette optique, la présidence s'efforcera, entre autres, de promouvoir autant que possible la sixième révision de la directive concernant la protection des travailleurs contre les risques liés à l'exposition à des agents cancérigènes, mutagènes et aux substances reprotoxiques au travail.

Afin de garantir un cadre approprié pour les stages dans toute l'UE et d'éviter la concurrence salariale et les mauvaises conditions de travail, la présidence encouragera la recommandation relative aux conditions de travail des stagiaires ainsi que la proposition de directive visant à améliorer les conditions de travail des stagiaires.

Dialogue social

Le dialogue social au niveau national et européen joue un rôle essentiel dans l'élaboration des politiques, notamment lorsque les accords politiques doivent être traduits en résultats concrets au profit des travailleurs, des entreprises et de la compétitivité européenne. C'est pourquoi la présidence danoise, s'appuyant sur le nouveau pacte commun pour renforcer le dialogue social en Europe, entend renforcer le dialogue social entre les partenaires sociaux.

Les partenaires sociaux jouent également un

rôle crucial pour garantir des emplois de qualité dans l'UE, et la présidence danoise se réjouit de s'engager dans la prochaine feuille de route de la Commission pour des emplois de qualité.

Égalité de traitement

La présidence danoise cherchera à obtenir l'unanimité au sein du Conseil pour l'adoption de la directive relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de religion ou de convictions, de handicap, d'âge ou d'orientation sexuelle, si la proposition est toujours sur la table. Si elle est retirée, la présidence prendra l'initiative d'un débat politique sur la manière dont l'UE peut, à l'avenir, renforcer au mieux la lutte contre la discrimination fondée, par exemple, sur la religion et les convictions, le handicap, l'âge et l'orientation sexuelle.

La stratégie européenne en faveur des personnes handicapées doit être actualisée, car ses initiatives phares devraient être mises en œuvre en 2025. C'est pourquoi la présidence s'efforcera de faire adopter des conclusions du Conseil qui reflètent le souhait du Conseil de disposer d'une stratégie actualisée mettant particulièrement l'accent sur la manière dont les États membres peuvent garantir au mieux l'autonomie de vie.

Dans le cadre de la stratégie européenne en faveur des personnes handicapées, la Commission a publié en 2024 un guide destiné à aider les États membres à garantir au mieux l'autonomie de vie. Dans le prolongement de cette initiative, la présidence travaille en étroite collaboration avec les organisations de la société civile danoise et européenne concernées afin de promouvoir l'autonomie, y compris au sein du domicile.

Inclusion sociale

Avec les objectifs pour 2030, le socle européen des droits sociaux et plusieurs stratégies thématiques, les États membres se sont engagés à coopérer pour améliorer la cohésion et l'inclusion sociale

des citoyens les plus vulnérables de l'UE. Dans ce contexte, la présidence danoise s'efforcera de faciliter et de promouvoir le partage des connaissances entre les États membres.

Dans le cadre de la Garantie européenne pour l'enfance et grâce au partage des connaissances, la présidence cherchera à améliorer la situation des enfants en situation vulnérable, en mettant particulièrement l'accent sur le soutien aux enfants placés, aux familles d'accueil et à la qualité des placements.

Parallèlement à la coopération au sein de la Plateforme européenne de lutte contre le sans-abrisme, la présidence cherchera, par le dialogue et le partage des connaissances, à améliorer la situation des citoyens de l'UE qui sont sans domicile fixe.

Conformément à la stratégie européenne en matière d'accueil et de soins, la présidence mettra l'accent sur la manière dont nous pourrions garantir à l'avenir des soins de qualité et accessibles aux personnes âgées, ainsi que de meilleures conditions de travail.

Logement

De nombreux citoyens européens éprouvent des difficultés à trouver un logement abordable, ce qui peut constituer un défi pour l'inclusion des groupes vulnérables et la mobilité de la main-d'œuvre. Parallèlement, la transition écologique du parc immobilier européen est nécessaire.

La présidence mettra l'accent sur la fourniture de logements durables et abordables pour les citoyens ordinaires, en mettant notamment l'accent sur les différents outils et rôles de l'UE, des États membres et des villes.

Compte tenu des défis liés au logement abordable, la présidence proposera des conclusions du Conseil en réponse au plan de la Commission pour un logement abordable.

Santé

La présidence danoise s'efforcera de mener à bien les négociations sur le paquet pharmaceutique avec le Parlement européen. L'adoption de cette proposition garantira une amélioration de l'accès des patients aux médicaments, favorisera l'innovation dans l'UE et assurera l'efficacité des procédures d'autorisation des nouveaux médicaments.

En outre, la présidence entamera et accordera la priorité à l'examen de la proposition de la Commission sur les médicaments critiques dans le but de garantir une meilleure sécurité de l'approvisionnement en médicaments essentiels dans l'UE, dans le cadre d'une stratégie plus large visant à réduire la dépendance à l'égard des pays tiers et à prévenir les pénuries de médicaments dans l'UE.

La présidence danoise mettra également l'accent sur les stratégies de la Commission en matière de sciences de la vie et de mesures médicales préventives afin de renforcer la capacité d'innovation de l'UE et de promouvoir la résilience du système de santé face aux crises d'origine humaine et aux catastrophes naturelles.

Sous l'égide de l'OMS, la présidence dirigera les négociations relatives à la convention-cadre sur la lutte antitabac (COP11) et à l'accord sur les pandémies.

Égalité

La présidence danoise œuvrera à la réalisation de l'ambition d'une Union européenne fondée sur l'égalité entre les femmes et les hommes. Les droits, l'égalité et une véritable égalité des chances doivent être une réalité pour tous.

Il sera essentiel pour la présidence de poursuivre la mise en œuvre de la stratégie européenne en

faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes 2020-2025 et de la stratégie 2020-2025 en faveur de l'égalité des personnes LGBTIQ, ainsi que de soutenir l'élaboration et le lancement de nouvelles stratégies ambitieuses visant à renforcer les efforts déployés dans l'ensemble des institutions de l'UE et des États membres pour garantir une véritable égalité des chances pour tous.

La violence sexuelle et sexiste reste un défi dans tous les États membres. La violence a des conséquences importantes tant pour la personne qui en est victime que pour les enfants qui grandissent dans un environnement familial violent, ainsi que pour la société dans son ensemble. Il s'agit d'une violation des droits humains de l'individu et d'une barrière à l'égalité et à la participation égale à la société.

La présidence assurera donc le suivi de la directive visant à prévenir et combattre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique et mettra en pratique la manière dont l'UE et les États membres peuvent renforcer leurs efforts en matière de prévention, de détection et d'intervention précoce contre la violence sexiste.

Pour parvenir à une véritable égalité dans l'UE, les hommes et les garçons doivent être associés à la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes. À la fois en tant qu'alliés pour faire avancer les droits des femmes et des filles et en reconnaissant les défis spécifiques aux hommes et des garçons, notamment l'exposition à des idéaux irréalistes de masculinité et à des contenus misogynes en ligne. La présidence s'attachera donc à instaurer un dialogue et un partage des connaissances susceptibles de renforcer le rôle des hommes et des garçons dans la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Compétitivité

Sur la base de la boussole pour la compétitivité, le Conseil «Compétitivité» travaillera à l'élaboration de mesures qui soutiennent la compétitivité à long terme de l'UE. Il est essentiel de renforcer les fondements économiques de l'Europe pour rendre l'UE plus résiliente, garantir la stabilité des chaînes d'approvisionnement, promouvoir la sécurité économique, consolider la position mondiale de l'UE et créer de nouvelles opportunités de croissance grâce à l'innovation fondée sur la recherche.

La présidence danoise encouragera la transition verte comme moteur de croissance contribuant à renforcer la compétitivité européenne en mettant l'accent sur la décarbonisation de l'industrie et sur les conditions-cadres appropriées garantissant l'accès aux matières premières et aux quantités d'énergie nécessaires à un prix abordable.

La présidence mettra l'accent sur le programme de simplification réglementaire et l'amélioration de la réglementation des politiques de l'UE afin de faciliter la vie quotidienne des entreprises et des autres acteurs. En outre, des efforts seront déployés en faveur d'une politique industrielle qui favorise les atouts écologiques, les investissements et le développement technologique en Europe. Pour renforcer la compétitivité et réussir la transition écologique, les entreprises doivent bénéficier d'un quotidien plus simple, et les conséquences des projets de loi doivent être connues lorsque des décisions importantes pour l'avenir sont prises.

L'Europe doit réduire le fossé en matière d'innovation dans les technologies essentielles telles que l'intelligence artificielle, la technologie quantique, la biotechnologie et la technologie spatiale. C'est pourquoi la présidence mettra particulièrement l'accent sur la création d'un cadre optimal pour une recherche et une innovation de haut niveau, ainsi que pour la coopération entre les acteurs publics et privés.

La présidence œuvrera en faveur d'un secteur spatial européen compétitif qui contribue à l'autonomie stratégique ouverte, à la compétitivité, à la transition écologique et à la sécurité de l'Europe.

Marché intérieur et industrie

La stratégie pour le marché intérieur est fondamentale, car le marché intérieur est le principal atout de l'UE et la source d'un accroissement historique de la prospérité. Il reste toutefois important de mettre à jour et d'adapter le marché intérieur afin d'exploiter les potentiels de croissance inutilisés tout en préservant les considérations importantes en matière de protection dans les États membres.

La présidence danoise encouragera la négociation d'une déclaration numérique volontaire pour le détachement des travailleurs afin de garantir de réelles réductions de charges pour les entreprises européennes, tout en préservant et en faisant respecter les droits des travailleurs.

La présidence veillera à ce que la prochaine évaluation des directives sur la passation des marchés publics soit examinée afin de définir les orientations de leur future révision.

Dans le domaine du droit des sociétés, la présidence accordera la priorité à un débat sur la manière dont un futur 28^e régime pourrait créer des conditions favorables et réduire les charges pesant sur les entreprises innovantes européennes.

Dans le domaine des droits de propriété intellectuelle, la présidence cherchera à finaliser les négociations sur la réglementation concernant le certificat complémentaire de protection pour les médicaments et les produits phytopharmaceutiques, afin que les entreprises puissent bénéficier d'un système efficace et harmonisé en matière de brevets.

La présidence s'efforcera d'assurer une coordination fructueuse de la participation de l'UE à l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) ainsi que la conclusion des

discussions et la décision relatives à l'adhésion de l'UE au traité sur le droit des dessins et modèles.

Dans le cadre du programme d'harmonisation technique, la présidence danoise conclura les négociations sur la directive sur les instruments de mesure.

Dans le domaine de la concurrence, la présidence veillera à ce que les règles de la Commission relatives aux aides d'État en faveur du logement social et abordable soient examinées.

Afin de maintenir la protection de la concurrence dans l'UE, l'accent sera mis sur l'identification des moyens de combler les lacunes dans les règles relatives aux fusions de manière ciblée et efficace.

La transition écologique

Il est essentiel que l'UE maintienne son engagement en faveur de la transition écologique tout en tirant parti des possibilités de renforcement de la compétitivité européenne qui découlent de cette transition.

La présidence danoise accordera la priorité à la poursuite des discussions sur les mesures prises dans le cadre du pacte pour une industrie propre visant à renforcer la compétitivité européenne grâce à une décarbonisation accrue de l'industrie. En complément, et afin de maintenir l'accent sur une croissance propre dans l'UE, la présidence entamera les négociations concernant l'accélération de la décarbonisation industrielle.

La présidence danoise sera prête à ouvrir des négociations sur des propositions d'actes législatifs sectoriels éventuels concernant les actions de l'UE dans le domaine du marché intérieur dans le contexte d'un nouveau cadre financier pluriannuel (CFP) après 2027.

Domaine des consommateurs

Dans le domaine des consommateurs, la présidence danoise entamera des discussions sur le prochain agenda du consommateur 2025-2030 afin de promouvoir une vision et une orientation ambitieuses qui renforcent la position des consommateurs et garantissent une meilleure protection et une meilleure application des droits. La présidence se concentrera notamment sur le renforcement de la protection des consommateurs dans le cadre de la transition numérique, en particulier celle des consommateurs mineurs, qui sont particulièrement vulnérables en ligne.

En outre, des efforts seront déployés pour conclure les négociations en trilogue sur la révision de la directive relative au règlement extrajudiciaire des litiges de consommation afin de garantir que le champ d'application de la proposition reste limité et garantisse son adaptation à la numérisation croissante du marché.

La présidence fera avancer les négociations concernant la directive relative aux voyages à forfait.

Technologie

Le domaine quantique bénéficie d'une grande attention à l'échelle mondiale et pourrait devenir un nouveau domaine d'excellence européen. Il est donc important que l'UE garantisse de bonnes conditions-cadres pour le développement de l'écosystème quantique européen. Dans ce contexte, la présidence danoise encouragera les discussions sur la stratégie quantique européenne.

Si l'intelligence artificielle offre de nouvelles possibilités pour créer du contenu créatif, elle pose également un certain nombre de défis. La réglementation sur les droits d'auteur doit suivre le rythme des évolutions technologiques afin de garantir des règles claires et un marché équitable et efficace qui stimule l'innovation, la créativité, l'investissement et la production de nouveaux

contenus. La présidence encouragera les travaux visant à relever les défis liés à la relation entre les droits d'auteur et l'intelligence artificielle.

Recherche et espace

Recherche

La recherche et l'innovation jouent un rôle déterminant dans l'élaboration de solutions aux principaux défis communs auxquels l'Europe est confrontée et apportent une contribution indispensable à la réalisation de plusieurs des principaux objectifs politiques.

La présidence danoise sera prête à ouvrir des négociations sur des propositions d'actes législatifs sectoriels éventuels concernant les actions de l'UE dans le domaine de la recherche et de l'innovation dans le contexte d'un nouveau cadre financier pluriannuel (CFP) après 2027.

La présidence danoise sera prête à négocier les modifications proposées par la Commission au règlement du Conseil relatif à l'EuroHPC.

La présidence se concentrera sur plusieurs stratégies importantes pour l'avenir et leur accordera la priorité. Cela inclut la stratégie de l'UE pour les sciences de la vie qui, avec des objectifs ambitieux, vise à exploiter le potentiel de recherche et de croissance du secteur des sciences de la vie afin d'apporter une contribution positive aux systèmes de santé de l'UE et à la compétitivité européenne. Cela inclut également la stratégie de l'UE en faveur des start-ups et des scale-up visant à améliorer et à simplifier les conditions-cadres pour les entreprises innovantes en phase de démarrage et les entreprises en croissance. Enfin, cela inclut la stratégie de l'UE pour les infrastructures de recherche et de technologie, qui vise à améliorer l'écosystème grâce à des objectifs concrets et à contribuer à la compétitivité européenne.

Espace

Les satellites et les services satellitaires constituent des infrastructures critiques d'une grande importance pour un large éventail de fonctions sociétales. La poursuite du développement des capacités spatiales européennes doit renforcer la sécurité de l'UE, lui garantir une autonomie stratégique et lui assurer une compétitivité accrue.

La présidence danoise sera prête à entamer les négociations sur la première loi spatiale de l'UE, qui vise à renforcer la sécurité, la résilience et la durabilité des activités spatiales et à créer un véritable marché intérieur pour l'industrie spatiale européenne grâce à des règles et des normes communes à l'échelle européenne.

La présidence danoise sera prête à ouvrir des négociations sur des propositions d'actes législatifs sectoriels éventuels concernant les actions de l'UE dans le domaine spatial dans le contexte d'un nouveau cadre financier pluriannuel (CFP) après 2027.

Transport, télécommunications et énergie

Le Conseil «Transports, télécommunications et énergie» poursuivra ses travaux visant à renforcer et à pérenniser le secteur européen des transports, la numérisation, les télécommunications et le marché intérieur de l'énergie.

Dans le domaine des transports, la présidence danoise s'efforcera de renforcer la compétitivité du secteur des transports, d'alléger les charges administratives et de promouvoir la transition écologique.

Dans le domaine des télécommunications, les efforts viseront à rendre les infrastructures de télécommunications critiques plus robustes et résilientes. La présidence s'efforcera également de renforcer la compétitivité numérique et la souveraineté technologique de l'UE, tout en abordant la question de la protection des enfants et des jeunes.

Dans le domaine de l'énergie, la présidence s'attachera à mettre en œuvre des mesures visant à renforcer la sécurité d'approvisionnement, la compétitivité et la transition écologique de l'Europe. Cela implique de continuer à veiller à ce que l'UE soit en mesure de produire des quantités d'énergie suffisantes d'énergie propre et abordable, et à ce qu'elle devienne indépendante de l'énergie russe.

Transport

Transition écologique des transports

La transition écologique du secteur européen des transports est cruciale pour atteindre les objectifs climatiques de l'UE. La présidence danoise s'efforcera de parvenir à une orientation générale sur la directive relative aux poids et mesures et à un accord final avec le Parlement européen sur le règlement relatif sur la comptabilisation des émissions de gaz à effet de serre des services de transport. La présidence attend avec intérêt la présentation du plan d'investissement de l'UE visant à promouvoir la transition écologique dans le secteur des transports et les discussions qui vont suivre.

Une révision des règles relatives au contrôle technique doit garantir que le contrôle des véhicules suit l'évolution technologique et améliore en particulier le contrôle des émissions afin de favoriser la transition écologique. La présidence s'efforcera d'adopter une orientation générale sur les propositions du paquet sur la sécurité routière afin de garantir des règles actualisées dans ce domaine.

Coopération dans le domaine des transports avec l'Ukraine et la Moldavie

La solidarité et le soutien continus de l'UE à l'égard de l'Ukraine sont essentiels. C'est pourquoi la présidence danoise accordera une grande importance à l'éventuelle prolongation des accords relatifs au transport routier de marchandises entre l'UE et l'Ukraine et la Moldavie. Cela devrait soutenir l'économie ukrainienne et européenne et contribuer à la stabilité des prix alimentaires mondiaux.

La présidence accordera également la priorité aux travaux sur la révision du traité instituant la Communauté des transports afin d'intégrer pleinement l'Ukraine et la Moldavie dans la coopération existante entre l'UE et les Balkans occidentaux.

Mobilité transfrontalière

Un secteur des transports européen performant et interconnecté est essentiel pour promouvoir un marché intérieur compétitif dans l'UE.

La présidence danoise s'efforcera de parvenir à un accord définitif avec le Parlement européen sur le règlement relatif à la capacité de l'infrastructure ferroviaire.

Les droits des passagers transfrontaliers constituent un élément important pour garantir la mobilité européenne. La présidence fera la promotion de droits transparents et clairs pour tous les modes de transport et cherchera à ouvrir des négociations avec le Parlement européen sur la proposition relative aux droits des passagers aériens. En outre, la présidence entamera les négociations en trilogue sur la proposition relative à le contrôle de l'application des droits des passagers dans l'UE.

La présidence danoise sera prête à ouvrir des négociations sur des propositions d'actes législatifs sectoriels éventuels concernant les actions de l'UE dans le domaine des transports dans le contexte d'un nouveau cadre financier pluriannuel (CFP) après 2027.

L'Assemblée générale de l'Organisation de l'aviation civile internationale des Nations unies (OACI) se tiendra à l'automne 2025. Lors de l'assemblée générale, les orientations pour les travaux futurs en matière de réglementation de l'aviation internationale seront définies. La présidence veillera à coordonner la position européenne lors de la tenue de l'assemblée générale.

Transport maritime

Il est essentiel de garantir la position de leader mondial de l'UE en renforçant un secteur maritime et une industrie maritime durables, innovants et compétitifs. Dans le cadre du programme de travail de la Commission sur la réduction des

charges administratives, la réalisation de l'objectif climatique pour 2030 et le renforcement de la compétitivité, la présidence danoise poursuivra les discussions sur la stratégie pour l'industrie maritime.

La réduction des gaz à effet de serre dans le transport maritime est essentielle pour atteindre les objectifs climatiques de l'UE et renforcer la compétitivité européenne. C'est pourquoi la présidence soutiendra l'adoption du cadre réglementaire climatique « IMO Net Zero Framework » par l'Organisation maritime internationale (OMI) en octobre 2025 et entamera les travaux en vue d'une mise en œuvre efficace de la réglementation climatique mondiale.

Afin de garantir une adaptation ambitieuse des ports européens aux objectifs climatiques de l'UE, à une sécurité accrue, à la mobilité maritime et à l'innovation technologique, la présidence ouvrira des discussions sur la stratégie portuaire. La présidence continuera à œuvrer pour définir le cadre des discussions futures, en mettant l'accent sur le renforcement de la compétitivité et des investissements privés, en liaison avec la stratégie pour le secteur maritime.

Télécommunications

Le cadre réglementaire numérique de l'UE doit désormais faire ses preuves dans la vie quotidienne des Européens, où les défis numériques figurent en bonne place dans l'agenda politique, notamment la protection des enfants et des jeunes contre les contenus préjudiciables en ligne, les algorithmes créateurs de dépendance, l'utilisation des écrans, les modèles commerciaux contraires à l'éthique et la collecte et le profilage de données à grande échelle. La présidence danoise se concentrera à la fois sur l'application des règles existantes et sur la législation future dans ce domaine.

Il est essentiel de renforcer la souveraineté technologique et la compétitivité numérique de l'UE en développant ses capacités dans les principales technologies numériques. Cela nécessite une concentration sur l'amélioration des conditions-cadres, l'innovation et les investissements dans des domaines tels que l'intelligence artificielle, le cloud et les données. Dans cette optique, la présidence proposera des conclusions du Conseil sur le renforcement de la compétitivité numérique de l'UE, qui feront également suite à la stratégie de la Commission sur l'utilisation de l'intelligence artificielle et à la stratégie pour une Union européenne des données.

La présidence assurera le suivi du paquet numérique de la Commission sur la simplification réglementaire, qui met, entre autres, l'accent sur les règles en matière de cybersécurité et de données, y compris la protection des données. L'agenda en matière de cybersécurité mettra l'accent sur l'allègement des charges administratives, en particulier en ce qui concerne les obligations de notification.

La présidence danoise entamera les négociations sur la proposition d'un portefeuille européen d'identité numérique pour les entreprises. La proposition vise notamment à simplifier l'échange de données entre les entreprises ainsi qu'entre les entreprises et les autorités publiques.

De même, la présidence sera prête à entamer des négociations sur la proposition d'un acte législatif relatif aux réseaux numériques, qui actualisera et simplifiera le code existant sur la télécommunication.

La présidence danoise sera prête à ouvrir des négociations sur des propositions d'actes législatifs sectoriels éventuels concernant les actions dans le domaine numérique dans le contexte d'un nouveau cadre financier pluriannuel (CFP) après 2027.

La présidence préparera et sera prête à entamer des négociations sur la révision du règlement sur la cybersécurité (CSA) qui devrait être présenté dans le cadre du paquet législatif relatif aux services numériques. La révision tiendra compte de la nécessité de renforcer le mandat de l'Agence de l'Union européenne pour la cybersécurité (ENISA), d'améliorer le cadre européen pour la certification de la cybersécurité, y compris la rapidité avec laquelle les systèmes de certification entrent en vigueur. À cet égard, l'accent sera également mis sur la possibilité d'introduire des exigences de sécurité supplémentaires en matière de sécurité des fournisseurs.

En outre, la présidence accordera la priorité à une plus grande clarté et à une plus grande efficacité dans l'écosystème de la cybersécurité de l'UE, en mettant particulièrement l'accent sur la coordination de la gestion des incidents de cybersécurité. Dans ce contexte, la présidence sera prête à mettre en œuvre et à tester le plan d'action de l'UE en matière de cybersécurité.

En outre, la présidence étudiera les possibilités de renforcer la coopération civilo-militaire dans le domaine de la cybersécurité, notamment en ce qui concerne la prochaine phase de la mise en place du Centre européen de coordination de la cyberdéfense (EUCDCC).

À cette fin, la présidence œuvrera pour la mise en œuvre effective et approfondie et d'une coordination de la législation récemment adoptée en matière de cybersécurité, notamment le règlement sur la cyber-résilience (CRA), le règlement sur la cybersolidarité (CYSOL) et la directive NIS 2.

La présidence poursuivra également les travaux visant à consolider le plan d'action de la Commission sur la cybersécurité dans le secteur de la santé et dans les hôpitaux.

Énergie

La situation géopolitique a souligné l'importance pour l'Europe d'être en mesure de produire suffisamment d'énergie propre à un prix abordable pour les citoyens et les entreprises.

Sécurité énergétique de l'UE

L'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie a souligné l'importance de garantir une UE dont la sécurité d'approvisionnement soit indépendante de la Russie. Le soutien à la sécurité de l'Ukraine en matière d'énergie et d'approvisionnement, ainsi qu'à la reconstruction de ses infrastructures énergétiques, revêt également une importance capitale à cet égard. Dans ce contexte, la poursuite de la réduction de la dépendance énergétique de l'UE vis-à-vis de la Russie sera au cœur des priorités de la présidence danoise.

Concrètement la présidence poursuivra le travail sur des mesures visant à renforcer l'indépendance énergétique de l'UE. Cela se fera notamment dans le cadre de la feuille de route REPowerEU de la Commission, qui trace la voie vers une élimination totale de l'énergie russe en Europe. La présidence danoise encouragera et s'efforcera de conclure les négociations sur la proposition REPowerEU relative à l'élimination progressive du gaz russe.

Un marché intérieur de l'énergie performant pour renforcer la compétitivité de l'UE

La politique énergétique de l'UE joue un rôle essentiel pour renforcer la compétitivité européenne, la sécurité d'approvisionnement et la transition écologique.

La présidence danoise œuvrera en faveur d'une Europe plus indépendante sur le plan énergétique et dont l'énergie soit abordable pour les citoyens et les entreprises. Pour y parvenir, il faut renforcer et mieux interconnecter les infrastructures énergétiques et accroître la production

européenne d'énergie propre, qui peut contribuer à soutenir le bon fonctionnement du marché intérieur de l'énergie. Au cœur de cette démarche figure la mise en place d'un système énergétique flexible et mieux intégré, dans lequel l'énergie est exploitée de manière optimale et circule librement au-delà des frontières, garantissant ainsi un approvisionnement énergétique plus sûr et plus rentable.

À cet égard, la présidence assurera le suivi des initiatives du plan d'action pour une énergie abordable de la Commission, notamment en engageant des discussions sur un cadre européen actualisé pour les infrastructures énergétiques. Dans ce cadre, l'accent sera mis notamment sur le renforcement de la planification européenne, la simplification des processus d'autorisation pour les projets d'énergie verte et les infrastructures connexes, ainsi que la simplification et le ciblage des instruments de financement disponibles.

La présidence danoise sera prête à ouvrir des négociations sur des propositions d'actes législatifs sectoriels éventuels concernant les actions de l'UE dans le domaine de l'énergie dans le contexte d'un nouveau cadre financier pluriannuel (CFP) après 2027.

Afin d'améliorer le cadre des projets et des investissements verts en Europe, la présidence mettra également l'accent sur le programme en matière d'électrification ainsi que sur les initiatives susceptibles de renforcer l'environnement d'investissement et de soutenir la production d'énergie propre et rentable.

Agriculture et pêche

Le Conseil «Agriculture et pêche» s'efforcera de faciliter le quotidien des agriculteurs, des pêcheurs et des producteurs alimentaires. Par conséquent, la présidence danoise se concentrera sur la simplification et l'amélioration de la réglementation au sein des politiques de l'UE en matière d'agriculture, d'alimentation et de pêche.

Pour que l'UE réussisse à accélérer la transition écologique et à garantir un secteur robuste et orienté vers le marché, il est nécessaire de mettre en place un cadre politique qui favorise l'innovation et le développement dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture.

L'adoption en temps utile des possibilités de pêche pour 2026 sera au cœur des efforts de la présidence pour continuer à garantir un secteur durable et compétitif.

Une politique agricole commune verte, simple et axée sur le marché

La présidence danoise mettra l'accent sur la mise en place d'une politique agricole commune verte, simple et axée sur le marché, qui soutienne les mesures en faveur du climat et de l'environnement et renforce la compétitivité et l'innovation dans ce secteur. Dans ce contexte, la présidence s'efforcera de finaliser les négociations sur le paquet de simplification en matière de politique agricole.

La présidence sera prête à entamer les négociations sur la politique agricole commune qui fixera le cadre du développement du secteur agricole après 2027. La future politique agricole doit soutenir notamment le développement rural, la production biologique, le renouvellement des générations dans le secteur agricole et le bien-être animal, tout en contribuant à une meilleure interaction avec d'autres législations dans ce secteur, entre autres dans le domaine du climat et de l'environnement.

Un secteur agricole et agroalimentaire innovant et compétitif

Afin de pouvoir fournir une large gamme de denrées alimentaires à de nombreux types de consommateurs, le secteur agricole et alimentaire européen est en constante évolution. La présidence danoise mettra l'accent sur l'importance de poursuivre le développement de produits dans des conditions de concurrence équitables au sein de l'UE. Cela ne s'arrête pas aux frontières de l'UE, mais nécessite une forte intégration dans le commerce mondial des denrées alimentaires. A cette fin, la présidence organisera une discussion au sein du Conseil sur la nécessité de simplifier et d'améliorer la réglementation dans le secteur agricole et alimentaire.

Les nouvelles techniques génomiques pourront jouer un rôle central dans le développement de cultures résistantes et contribuer à une production alimentaire plus durable. Ainsi la présidence s'efforcera de finaliser les négociations sur la proposition relative aux plantes obtenues par les nouvelles techniques génomiques et sur la proposition relative aux matériels forestiers de reproduction, et elle s'attachera à faire avancer les négociations sur les matériels de reproduction des végétaux.

La bioéconomie et les solutions biosourcées recèlent également un fort potentiel de développement pour une production agricole et alimentaire durable. Il faudra donc mettre l'accent sur la recherche de solutions scientifiquement fondées qui puissent également créer de nouvelles sources de revenus pour le secteur. C'est pourquoi la présidence mettra l'accent sur le nouvel acte législatif européen sur les biotechnologies. L'innovation dans le domaine de la bioéconomie exige de la flexibilité, une réduction des charges administratives et une simplification réglementaire, autant de questions qui seront également abordées sous la présidence.

Un système alimentaire durable et un marché intérieur fort

La présidence danoise entend renforcer la position des agriculteurs dans la chaîne alimentaire en œuvrant à la conclusion des négociations sur le règlement relatif aux pratiques commerciales transfrontalières déloyales et sur la proposition visant à modifier l'organisation commune des marchés des produits agricoles. La présidence mettra également l'accent sur le bon fonctionnement de la chaîne alimentaire dans l'UE, fondé sur un marché intérieur où règnent des conditions de concurrence équitables.

L'approvisionnement européen en protéines est important tant pour le développement des

aliments d'origine végétale que pour la base de matières premières du secteur animal et la diversification des sources d'approvisionnement. Ceci est également un élément important dans la transition vers un système alimentaire plus durable. La présidence soulignera donc le potentiel d'un plan d'action commun de l'UE pour les aliments à base de végétaux et d'une stratégie commune de l'UE en matière de protéines.

Un marché intérieur axé sur la santé animale, humaine et végétale

Il est nécessaire de moderniser la législation européenne relative au bien-être animal afin de la mettre en conformité avec les avis scientifiques les plus récents et les attentes des consommateurs.

La présidence danoise mettra le bien-être animal au cœur de ses priorités. Cela impliquera notamment de faire avancer les négociations sur la proposition relative au transport des animaux. La proposition relative au bien-être des chiens et des chats sera également négociée avec le Parlement européen.

La résistance aux antimicrobiens représente une menace majeure pour les citoyens européens, et le bien-être animal doit donc être abordé dans une approche «One Health», une seule santé. À cet égard, la présidence mettra l'accent sur la question de la résistance aux antimicrobiens, où la santé animale et la santé humaine sont étroitement liées.

Les agriculteurs européens sont de plus en plus confrontés à des épidémies de maladies animales transmissibles, ainsi qu'à de nouveaux ravageurs des plantes, menaçant non seulement les activités et l'économie des agriculteurs, mais également la santé des citoyens européens et le commerce international. La présidence danoise s'attachera à identifier des solutions possibles à ces défis.

Un secteur européen de la pêche durable prêt à relever les défis de demain

Les pêcheurs européens sont soumis à des pressions externes qui affectent les stocks et pèsent sur l'économie du secteur. Une pêche durable et compétitive est essentielle pour les pêcheurs européens. Les décisions relatives à la pêche doivent être prises sur la base des meilleurs avis scientifiques disponibles, qui tiennent également compte des aspects socio-économiques.

La présidence danoise s'efforcera d'adopter en temps utile les possibilités de pêche pour 2026, afin que la situation soit claire dès le début de la campagne de pêche. Les négociations de l'UE avec le Royaume-Uni et la Norvège sont particulièrement importantes après le retrait du Royaume-Uni de l'UE. La présidence veillera à ce que les dispositions de l'accord de commerce et de coopération relatives à l'accès aux eaux britanniques soient pleinement respectées. En outre, l'accent sera mis sur les possibilités de pêche en Méditerranée et en mer Baltique, qui sont confrontées à un certain nombre de défis.

La présidence poursuivra l'évaluation de la politique commune de la pêche en mettant l'accent sur la simplification de la législation, de sorte que les considérations environnementales puissent contribuer à l'évolution durable de la pêche européenne à l'avenir.

La présidence danoise sera prête à ouvrir des négociations sur des propositions d'actes législatifs sectoriels éventuels concernant les actions de l'UE dans le domaine de la pêche dans le contexte d'un nouveau cadre financier pluriannuel (CFP) après 2027.

La priorité sera accordée à la transition écologique de la flotte de pêche européenne et au soutien au développement durable de la pêche et

de l'aquaculture dans le cadre de la politique commune de la pêche, y compris les possibilités de mise au point d'engins de pêche plus respectueux de l'environnement. Dans la période à venir, l'accent doit également être mis sur l'amélioration de la réglementation et de la mise en œuvre, de sorte que les règles contribuent à créer des conditions de concurrence équitables pour les pêcheurs européens au-delà des frontières nationales.

Environnement

Le Conseil «Environnement» s'efforcera d'assurer que la transition écologique contribue à une Europe plus forte, plus résiliente et plus compétitive, avec une empreinte environnementale réduite et une meilleure protection des ressources naturelles, et qui garantisse une réduction continue des émissions de gaz à effet de serre dans tous les secteurs.

En s'appuyant sur le pacte vert, le pacte pour une industrie propre et le huitième programme d'action pour l'environnement, la présidence danoise s'attachera à promouvoir des solutions européennes aux principaux défis dans les domaines du climat, des ressources, de la pollution, de la nature et de la biodiversité. La présidence mettra particulièrement l'accent sur les négociations relatives à un objectif climatique de l'UE pour 2040, qui doit contribuer à ce que l'UE atteigne la neutralité climatique d'ici 2050.

Dans un contexte mondial, la présidence danoise s'efforcera de faire en sorte que l'UE prenne l'initiative et contribue à garantir une politique ambitieuse en matière d'environnement, de nature et de climat. Cela sera particulièrement vrai en ce qui concerne les négociations internationales menées lors de la Conférence des Nations unies sur l'environnement, les conventions sur la nature, la pollution plastique, la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques et la COP30.

Une action climatique de l'UE qui garantit la lutte contre le changement climatique et la croissance

L'UE doit continuer à faire preuve de leadership en matière de lutte contre le changement climatique en veillant à ce qu'elle soit sur la bonne voie pour atteindre la neutralité climatique d'ici 2050, tout en encourageant les autres acteurs mondiaux à apporter également leur contribution. La présidence danoise accordera la priorité aux négociations sur la révision de la loi européenne sur le climat, avec un objectif climatique à l'horizon 2040 qui puisse donner une orientation claire à l'action climatique de l'UE, aux investissements et à la compétitivité de l'industrie.

Toutes les parties à l'accord de Paris doivent soumettre en 2025 de nouvelles contributions nationales en matière de climat (NDC) pour la période allant jusqu'en 2035. La présidence veillera à ce que l'UE présente en temps utile, bien avant la COP30 qui se tiendra au Brésil du 10 au 21 novembre 2025, une contribution en matière de climat comprenant un objectif pour 2035 dérivé de l'objectif de l'UE pour 2040, qui soit conforme aux objectifs à long terme de l'Accord de Paris en matière de température.

Il est essentiel que l'UE reste unie dans un contexte mondial et maintienne son rôle de chef de file dans la lutte multilatérale contre le changement climatique, afin de faire pression sur toutes les parties pour qu'elles apportent leur juste contribution. Dans ce cadre, la présidence danoise définira la position de l'UE pour la COP30 en adoptant des conclusions du Conseil. La présidence veillera à ce que les conclusions du Conseil reflètent la nécessité pour l'UE de faire avancer tous les volets des négociations et de continuer à prendre en compte les droits de l'homme, l'égalité des sexes et les droits des peuples autochtones dans l'action mondiale en faveur du climat.

La présidence entamera des négociations sur une révision de la directive INSPIRE afin de garantir un instrument plus accessible et plus rentable pour l'échange de données géographiques relatives à l'environnement.

La présidence s'efforcera également d'entamer et de mener à bien les discussions sur les adaptations techniques de l'accord sur l'interconnexion des systèmes d'échange de quotas entre l'UE et la Suisse.

Une politique environnementale qui prépare l'UE à affronter un monde incertain

La présidence danoise encouragera une production et une consommation durables, où la croissance économique ne dépend pas d'une augmentation simultanée de la consommation des ressources. Les citoyens européens d'aujourd'hui et de demain doivent être en mesure de mener une vie saine et agréable dans les limites des ressources de la planète, et en même temps, il faut assurer la sécurité d'approvisionnement, la compétitivité et l'autonomie stratégique de l'UE.

À la lumière du rapport de l'Agence européenne pour l'environnement sur l'état de l'environnement en Europe en 2025, la présidence lancera une discussion sur la voie à suivre pour la politique environnementale de l'UE à l'horizon 2030.

La présidence donnera la priorité aux négociations qui favorisent l'économie circulaire et renforcent l'autonomie stratégique de l'UE en augmentant la sécurité de l'approvisionnement en ressources naturelles essentielles. Dans ce contexte, la présidence veillera à ce que le Conseil parvienne à un accord avec le Parlement européen sur une proposition de règlement concernant les véhicules hors d'usage afin que les six millions de voitures mises au rebut chaque année dans l'UE puissent être mieux recyclées. La présidence travaillera

également à l'adoption d'un nouvel accord juridiquement contraignant des Nations unies visant à mettre fin à la pollution plastique.

L'eau est une ressource précieuse qui est mise à rude épreuve par la pollution, le changement climatique et une utilisation inefficace, entre autres. La présidence s'efforcera d'aboutir à des conclusions du Conseil sur la stratégie européenne pour la résilience dans le domaine de l'eau, qui définira les orientations des actions à mener dans les années à venir pour protéger l'approvisionnement en eau, la qualité de l'eau et la résilience dans l'UE et promouvoir les investissements dans les technologies de l'eau.

Enfin, la présidence sera prête à entamer les négociations sur la loi européenne relative aux produits chimiques (REACH), qui doit être modernisée et simplifiée afin de mieux soutenir la production et la consommation durables de produits chimiques tout en garantissant aux consommateurs européens des produits exempts de substances chimiques dangereuses et de PFAS inutiles.

Transition écologique et compétitivité dans l'utilisation de notre nature

La nature est sous pression en Europe et dans le reste du monde. L'exploitation des terres et des eaux entraîne des crises dans les domaines de la production alimentaire, de la biodiversité, du milieu marin, du milieu aquatique et du climat. Il est essentiel que les évolutions négatives soient inversées et que la transition écologique aille de pair avec un renforcement de la compétitivité.

Il est nécessaire de créer des solutions intégrées pour la transition écologique de l'utilisation des sols et des ressources naturelles telles que l'eau, les forêts et la biodiversité. La présidence abordera cette question et partagera ses expériences

en matière de partenariats dans le cadre de la transition écologique.

La bioéconomie et les solutions biosourcées présentent un potentiel de développement considérable et la présidence accordera donc la priorité aux discussions politiques sur la future stratégie bioéconomique de l'UE.

La présidence s'efforcera en outre de mener à bien les négociations sur le règlement relatif à la surveillance des forêts européennes.

La présidence s'efforcera de renforcer la coopération internationale en matière de biodiversité dans le cadre de la Convention sur la diversité biologique, y compris le Cadre mondial pour la biodiversité et d'autres conventions relatives à la nature, ainsi que le soutien à la mise en œuvre de l'UE des conventions par le biais des directives de l'UE sur la nature et l'eau.

La situation environnementale des mers européennes est bien trop mauvaise dans de nombreux endroits. La présidence travaillera à l'amélioration des conditions de vie dans les océans, notamment en donnant la priorité aux discussions sur le Pacte européen sur les océans et en achevant les négociations sur la directive relative à la conservation et à l'utilisation durable de la biodiversité des océans (BBNJ).

La présidence danoise sera prête à ouvrir des négociations sur des propositions d'actes législatifs sectoriels éventuels concernant les actions de l'UE dans le domaine de la nature et sur d'autres sujets pertinents liés à la transition écologique dans le contexte d'un nouveau cadre financier pluriannuel (CFP) après 2027.

Éducation, jeunesse, culture et sport

Le Conseil «Éducation, jeunesse, culture et sport» encouragera la coopération européenne dans le domaine de l'éducation, notamment en révisant le cadre stratégique dans ce domaine.

La présidence danoise travaillera à l'élaboration d'une nouvelle déclaration sur la coopération européenne dans le domaine de l'enseignement et de la formation professionnels, qui souligne la nécessité de rendre ces formations attrayantes.

Dans le domaine de la culture, la présidence mettra l'accent sur le rôle sociétal plus large de la culture et encouragera la poursuite des travaux notamment sur les aspects médiatiques d'un bouclier démocratique européen qui protège les démocraties européennes de la désinformation et de l'ingérence étrangère grâce, entre autres, à des médias libres, pluralistes et fiables.

Dans le domaine du sport, les principes démocratiques occuperont également une place centrale. Cela vaut tout particulièrement pour les efforts visant à accroître la transparence et la démocratisation des processus décisionnels dans le sport international.

Éducation

Au fil des ans, Erasmus+ s'est imposé comme le principal programme de mobilité et de coopération dans les domaines de l'éducation, de la jeunesse et du sport en Europe. Ce programme a joué un rôle important dans le renforcement de l'intégration, de l'identité et des valeurs européennes chez les jeunes à travers l'Europe.

La présidence danoise sera prête à ouvrir des négociations sur des propositions d'actes législatifs sectoriels éventuels concernant les actions de l'UE dans le domaine de l'éducation, de la jeunesse et du sport dans le contexte d'un nouveau cadre financier pluriannuel (CFP) après 2027.

Le cadre stratégique pour la coopération européenne dans le domaine de l'éducation met l'accent sur l'amélioration de la qualité, de l'égalité et de l'inclusion, le renforcement de la mobilité et de l'apprentissage tout au long de la vie, ainsi que sur l'éducation numérique et écologique. La présidence encouragera la poursuite des travaux visant à réviser le cadre stratégique pour l'espace européen de l'éducation et de la formation à l'horizon 2030.

De nombreux États membres font face à une pénurie de main-d'œuvre qualifiée.

Des formations professionnelles attrayantes constituent un élément essentiel pour relever ces défis. La présidence s'efforcera donc d'élaborer une nouvelle déclaration sur la coopération européenne dans le domaine de l'enseignement et de la formation professionnels, étant donné que la déclaration d'Osnabrück actuelle expire en 2025. La déclaration tiendra compte des efforts déjà déployés par les États membres et intégrera de nouveaux thèmes importants et d'actualité.

Jeunesse

Le dialogue de l'UE avec la jeunesse est important, car il garantit que la voix des jeunes est entendue dans les décisions politiques, favorise la participation démocratique et crée des solutions plus adaptées aux jeunes. La présidence danoise mettra l'accent sur la création d'un cadre propice à une participation concrète et pertinente des jeunes lors des discussions sur les priorités des futurs programmes de l'UE concernant l'éducation, la jeunesse et le sport.

Culture

Dans une époque marquée par une grande incertitude géopolitique, l'Europe doit rester vigilante quant à ses valeurs. La présidence danoise s'efforcera de mettre en avant la valeur intrinsèque de la culture ainsi que le rôle plus large que celle-ci joue dans la société en soutenant les valeurs démocratiques et la résilience en Europe.

La présidence danoise sera prête à ouvrir des négociations sur des propositions d'actes législatifs sectoriels éventuels concernant les actions de l'UE dans le domaine de la culture et des médias dans le contexte d'un nouveau cadre financier pluriannuel (CFP) après 2027.

Une information libre et fiable est fondamentale pour des démocraties vivantes et résilientes. Un monde en pleine mutation géopolitique et technologique renforce la nécessité de garantir aux citoyens l'accès à des médias fiables. La présidence encouragera donc la poursuite des travaux portant, entre autres, sur les aspects médiatiques d'un bouclier démocratique européen, qui protégera les démocraties européennes contre la désinformation et l'ingérence étrangère. Ces travaux viseront à garantir des conditions-cadres raisonnables pour des médias indépendants, pluralistes et

responsables sur le plan éditorial, y compris les services publics. Dans ce contexte, la présidence facilitera également un débat sur la manière dont les réglementations européennes pertinentes, telles que la directive sur les services de médias audiovisuels, peuvent être adaptées à la réalité des médias numériques et promouvoir des médias fiables et diversifiés.

Sport

Dans une époque marquée par une grande incertitude géopolitique et d'importants intérêts commerciaux, la présidence danoise entend promouvoir le renforcement du modèle sportif européen. Celui-ci repose sur des valeurs telles que la démocratie, la transparence, la solidarité et les droits de l'homme qui contribuent à promouvoir l'équité et la transparence, y compris lors de l'attribution de l'organisation d'événements sportifs internationaux. La présidence lancera un débat politique sur la manière dont l'UE peut soutenir les fédérations sportives internationales et coopérer avec elles afin de garantir un renforcement de la démocratie et une plus grande transparence dans le sport, de manière à préserver et à renforcer le rôle constructif du sport dans la société.

